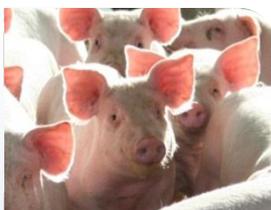


Rapport d'activité

2015

Plus de 40 ans d'expertise
au service de la production organisée
Progresser ensemble, préparer l'avenir





■ Présentation de l'UGPVB	p. 3
■ Economie et Syndical	p. 4
■ Environnement	p. 9
■ Sanitaire	p. 12
■ Qualité	p. 14
■ Bien-être animal	p. 16
■ Juridique	p. 17
■ Communication	p. 18
■ Formation	p. 19
■ Développement Durable	p. 20
■ Gestion des alertes	p. 20
■ Base de données	p. 20
■ Revue de presse	p. 21
■ Saisines de l'UGPVB	p. 23
■ Représentations et partenaires	p. 23

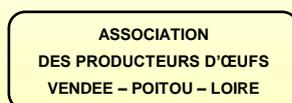
Pour nous contacter :

UGPVB
104 rue Eugène Pottier
CS 26553
35065 RENNES Cedex
☎ 02 99 65 03 01
📠 02 99 30 15 34
✉ ugpvb@ugpvb.fr

Pour plus
d'informations,
rendez-vous sur

www.ugpvb.fr

Nos adhérents

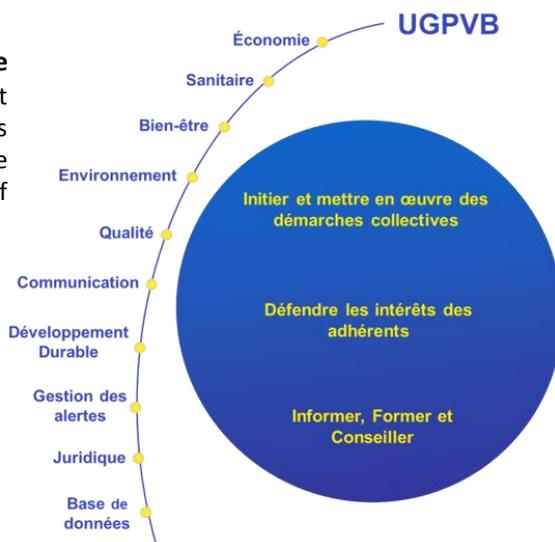


PRESENTATION DE L'UGPVB

L'Union des Groupements de Producteurs de Viande de Bretagne (UGPVB) est un syndicat professionnel, créé en 1968, qui fédère les Organisations de Producteurs (OP) de viande porcine, de viande bovine en Bretagne et d'œuf en Bretagne et Pays de Loire.

Notre gouvernance :

Président : Michel BLOC'H
Vice-présidents : Yves-Marie BEAUDET
 Philippe DAGORNE
Secrétaire : Olivier LAUNAY
Trésorier : David JOUBIER



Nos commissions et leur Président :

Commission Environnement <i>(toutes filières)</i> Yves-Marie BEAUDET Bernard ROUXEL	Commission Sanitaire Porc Stéphane FOUERÉ	Commission Sanitaire Œuf Yves-Marie BEAUDET	Commission Bien-être Porc François-Régis HUET
Commission Bien-être Œuf David JOUBIER	Commission Qualité Porc Philippe Le JOSSEC	Commission Communication Porc David RIOU	Commission Œuf Alternatif Anne JÉZÉQUEL

Nos référents :

Référent Aides Filière Œuf Jean QUENNEMET	Référent Energie Porc Hervé GATÉ
---	--

Notre équipe :

Direction	Jacques CROLAIS		
	Section Porc	Section Bovin	Section Œuf
Animation	Jacques CROLAIS	Marie DELANNOY*	Gilles GUILLAUME
Environnement	Justine AUBRIL - Jean-Michel NOURRY		
Juridique	Mathilde HELSTROFFER - Marie PERRET		
Qualité	Laurie DETRIMONT	Marie DELANNOY*	Gilles GUILLAUME
Communication	Émilie CHARPENTIER		
Sanitaire	Patrice COLLET Elisabeth SALLÉ		
Base de données professionnelles	Nolwenn COULAN Marie-Christine DESRUE Émilie MOYNE		
Comptabilité	Olivier CHEVREL		
Informatique	Pierre CHAPON		
Assistants	Delphine D'HOOGHE - Valérie DUVAL - Martine LEBRETON Martine THUILLIER		



L'équipe de l'UGPVB

L'UGPVB en quelques chiffres

3 sections :

- Bovin
- Œuf
- Porc

28 Organisations de Producteurs (OP) :

- 6 OP bovin
- 12 OP œuf
- 10 OP porc

qui représentent :

- 4 400 élevages bovins adhérents
36 600 jeunes bovins commercialisés par an
- 601 producteurs d'œufs
19,94 millions de poules pondeuses
5,98 milliards d'œufs commercialisés par an
- 5 125 éleveurs de porcs adhérents
15,9 millions de porcs charcutiers commercialisés par an

Chiffres clés

- + de 200 notes et mails d'information diffusés aux Organisations de Producteurs
- + de 100 réunions organisées
- 100 consultations juridiques
- 11 mensuels « Porc »
- 11 mensuels « Environnement »

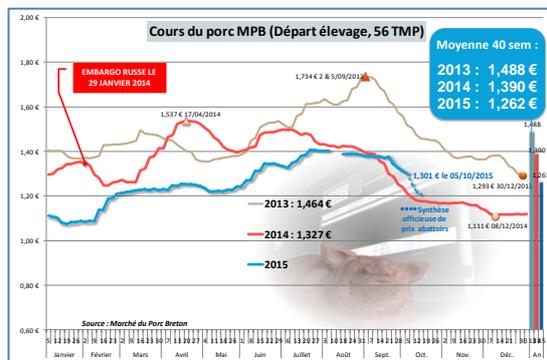
* Remplacée à partir de janvier 2016



SECTION PORC

Une année 2015 chahutée

Une offre abondante qui pèse sur le prix, les frontières russes toujours fermées.



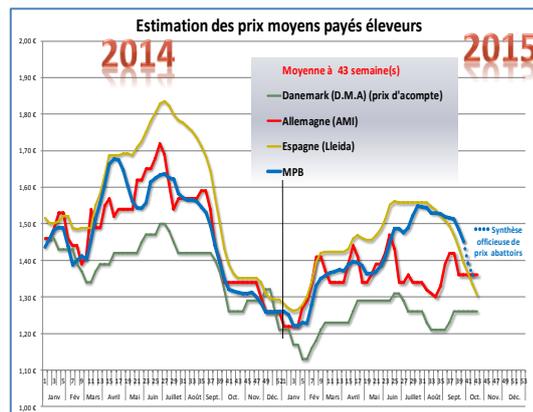
Selon les estimations de la Commission Européenne, la production UE progressera de 3,2 % en 2015, soit + 8 millions de porcs produits, + 730 000 tonnes. Avec des exportations pays tiers qui devraient progresser de 160 000 tonnes en 2015, ce sont donc 570 000 tonnes que le marché intérieur européen doit absorber, ceci dans un contexte de tendance de consommation à la baisse. Cette tendance est observée en Allemagne et en Espagne. En France, de janvier à septembre, la consommation de porc frais hors produits

élaborés est également en retrait, de 5 % avec une baisse très marquée sur la période estivale, - 10 % entre mi-juillet et mi-août. La consommation de charcuterie marque également le pas à - 1 %. Dans ces conditions, sur les 9 premiers mois, le cours du porc a chuté en moyenne de 12 à 14 % dans les principaux pays producteurs européens. Au Marché du Porc Breton, sur la même période, le cours à 1,261 € est en baisse de 9,54 %. Le prix le plus bas de 2014 a été fixé le 8 décembre 2014 à 1,111 €. Le début de l'année 2015 démarre sur les mêmes bases avec un mini à 1,077 € le 19/01/2015. Après la résorption des reports de fin d'année en janvier, le cours reprend de la hauteur assez simultanément en Allemagne / France / Espagne.

Tout au long du 1^{er} semestre, le prix est stimulé par l'Espagne en dépit de la croissance de sa production indigène. Le cours MPB, plus régulier, est proche du niveau du cours allemand et ceci sur fond de tension chez les éleveurs confrontés à des retards d'enlèvement et à un coût de revient non couvert. Fin mai /début juin, les cours décollent pour atteindre 1,34 € au MPB à la mi-juin, cours équivalent à la cotation allemande. Par ailleurs, le stockage privé n'aura pas eu d'effet significatif sur le marché avec seulement 63 000 tonnes traitées, traduisant l'inadaptation de ses modalités.

Un été sous pression.

Dans un contexte de forte tension, les abatteurs liés à la distribution ont contribué à hausser le cours du cadran durant l'été pour atteindre 1,40 € le 23 juillet. Sur la même période, les cours espagnols sont stables contrairement aux étés précédents ; le cours allemand s'effondre bouleversant tous les équilibres des marchés internationaux. Avec des écarts de prix entre France et Allemagne atteignant 20 à 25 ct, les entreprises françaises perdent des positions. Le prix MPB est alors considéré intenable par les abatteurs qui concentrent notamment l'activité à l'international et la fourniture de l'industrie de transformation, elle-même confrontée à une distribution qui n'applique la revalorisation du prix cadran qu'aux seuls secteurs du frais. Dans ce contexte, début août, alors qu'aucune décision concrète des pouvoirs publics n'est prise pour traiter les causes réelles et profondes du malaise français (compétitivité) et pour gérer les marchés (identification d'origine, aides à l'exportation...), deux abatteurs, Cooperl Arc Atlantique et Bigard/Socopa, décident de suspendre leurs achats au MPB. Le cadran reprend le marché le 18 août avec Kermené, Bernard/Charles, Abéra, JPA. Jusqu'au 20 septembre, aidé par une reprise des cours en Allemagne, le cours fluctue entre 1,372 € et 1,389 €. L'activité UNIPORC Ouest montrant des signes de faiblesse dans un contexte de marché intérieur français ne permettant pas d'assurer la fluidité de la production régionale, la section porcine de l'UGPVB annonce que le prix cadran ne peut être décrété dans un environnement européen « hostile » et sans mesure concrète d'accompagnement : il doit refléter un équilibre offre/demande. La semaine du SPACE, BIGARD annonce un prix maison de 5 ct inférieur à la dernière référence cadran. Le 8 octobre, faute d'abatteurs, le cadran ne peut se dérouler. Dans le prolongement de cet événement, de nombreuses réunions se sont tenues entre représentants des vendeurs et des abatteurs pour



Source : Marché du Porc Breton

Chiffres clés

Quelques repères (2014)

Production annuelle de porcs charcutiers

- Bretagne : 13,50 millions
- Zone Uniporc : 18,80 millions
- France : 24,30 millions
- UE 27 : 246,60 millions

La production porcine bretonne

(source : BDPORC – Nov. 2015)

- 136 élevages naisseurs (N) : 41 330 places de reproducteurs
- 2 784 élevages naisseurs - engraisseurs (NE) : 531 817 places de reproducteurs 3 068 820 places d'engraissement
- 3 087 élevages engraisseurs (E) et post-sevriers/engraisseurs (PSE) : 1 951 751 places d'engraissement

Appui technique : élevages subventionnés au titre des aides CPER 2014

- GTE + GTTT : 1021
- Tableau de bord : 24
- GTE élevages sans truies : 215

Nos réunions

Conseil section Porc en 2015

- 8 janvier
- 27 mars
- 7 mai
- 4 septembre

Bureau des Présidents Porcs en 2015

- 15 janvier
- 27 février
- 24 juillet
- 10 août
- 1^{er} octobre
- 26 octobre
- 26 novembre

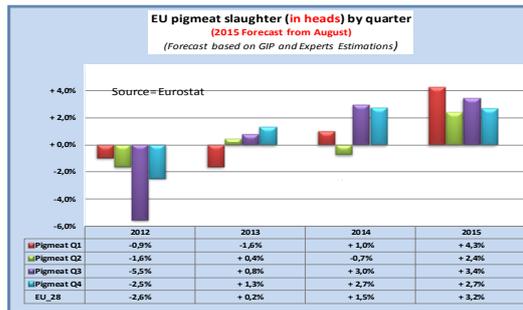


L'UGPVB, acteur du CRP

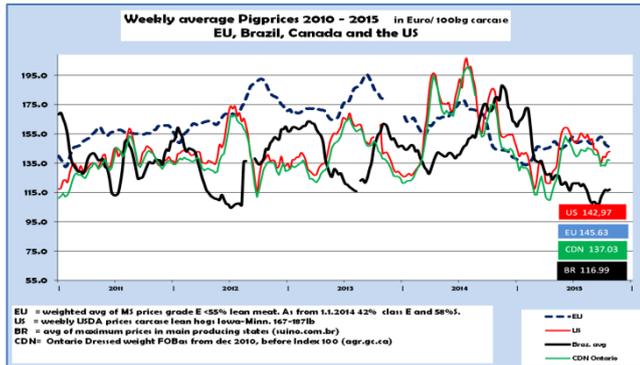
définir un nouveau fonctionnement du MPB. La référence unique et la transparence sont revendiquées par tous. Dans l'attente de la reprise du cadran, chaque abattoir fait son prix, les Organisations de Producteurs mutualisent les prix pour rémunérer leurs adhérents.

La production Union Européenne.

La production européenne 2015 dépassera toutes les prévisions évoquées en début d'année. Cette évolution est très surprenante compte tenu de la situation économique des élevages de porcs. Il n'est pas observé de décapitalisation massive des cheptels truies. L'évolution du prix du porcelet traduit cette offre abondante : il est en retrait de plus de 30 % en Europe sur 41 semaines.



(Source : DG AGRI octobre 2015)



(Source : DG AGRI octobre 2015)

Parallèlement, après l'épisode DEP la production 2015 est repartie à la hausse (+ 8 %) aux USA, une progression supérieure à la baisse provoquée par l'événement sanitaire. Alors que les cours européens passent au-dessus des cours américains en tout début d'année, le prix US reste au-dessus du prix UE sur le premier semestre.

Coup d'œil sur l'activité abattage et le commerce international.

Sur 45 semaines, le grand bassin nord Union Européenne (Allemagne, Danemark, Pays-Bas) est en croissance modérée de 1,40 %. L'Espagne réalise une formidable expansion (+ 6,65 %) sur 35 semaines avec de nouvelles perspectives de hausse en 2016. L'activité française est relativement stable. Sur les 8^{ers} mois de l'année, avec une monnaie plus compétitive, les exportations européennes se tiennent par rapport aux concurrents américains et progressent très légèrement (+ 5,4 %, 1,943 million de tonnes) mais sans pour autant atteindre le niveau de 2013 sur la même période. L'embargo russe pèse sur la valorisation de certaines pièces. La Chine (+ 47 %) et la Corée du Sud (+ 27 %) sont aux achats de porc européen. Les exportations allemandes (+ 17,91 %) et espagnoles (+ 29 %) profitent plus particulièrement du dynamisme de ces marchés. Les exportations françaises sont en replis de 1 % sur les pays tiers.

ANALYSE DES ABATTAGES				
		2014	2015	%
ALLEMAGNE (abattages)	45 semaines	43 735 509	44 348 448	1,40%
ESPAGNE (abattages)	35 semaines	28 282 205	30 161 828	6,65%
UNIPORC OUEST	45 semaines	16 235 969	16 215 863	-0,12%
DANEMARK (abattages)	45 semaines	14 173 900	13 997 900	-1,24%
PAYS-BAS (abattages)	45 semaines	12 454 000	12 747 000	2,35%
ALL + DK + PB	45 semaines	70 363 409	71 093 348	1,04%
ROYAUME-UNI (production)	39 semaines	7 530 726	7 808 828	3,69%
USA	44 semaines	87 642 000	94 618 000	7,96%
CANADA	44 semaines	16 490 941	16 881 982	2,37%

Sources : AMI, Magrama, Uniporc Ouest, Landbrug & Fødevarer, PVE, Defra, Agriculture et Agroalimentaire Canada

Une amplification des pertes dès septembre 2014 et qui se confirme début 2015.

En 2014, le solde de trésorerie de l'atelier porc est négatif de près de - 3,8 ct €/kg. Cette dérive s'est accélérée en fin d'année et s'est poursuivie sur le début de l'année 2015. Pour les clôtures de juin, la perte de trésorerie de l'atelier porc est d'environ 8 ct/kg sur un an et ceci en dépit d'une baisse du prix de l'aliment qui s'établit à environ 250/252 € tonne sur un an à la fin du premier semestre. En dépit de l'évolution du prix des matières premières, le prix moyen de l'aliment est encore à un niveau élevé durant l'été, à environ 247/249 € tonne. Ramené sur un an, le gain de trésorerie de la période estivale est d'environ 2 ct d'€/kg et ne compense pas la perte annuelle précédente. Derrière, une nouvelle période automne/hiver 2015/2016 se profile avec un risque de nouvelle détérioration des trésoreries.

Grille de paiement

Conformément à une position forte et unanime des OP, le CRP de Bretagne, a validé, après échange avec les abatteurs, l'évolution de la grille de paiement des porcs. Cette nouvelle grille mise en œuvre par les OP à compter du 30 mars 2015 apporte les évolutions suivantes :

- La gamme de poids est élargie de 1 kg. Elle passe de 80 - 102 kg à 82 - 105 kg. Les carcasses de 103 à 105 kg ne sont plus pénalisées,
- Le cœur de gamme passe de 85 - 97 kg à 87 - 99 kg avec une plus-value à + 2 centimes, les carcasses de 80 - 81,9 kg ne sont plus dans la gamme.

Quelques informations

Info mails

- Réseau transmission en agriculture Bretagne
- Fin des tarifs jaunes et verts
- Etiquetage d'origine des viandes fraîches dans produits transformés
- Charte SDRP et OSP
- Fin de l'Ecotaxe et financement des infrastructures
- Aide FranceAgriMer et appui technique
- Crise de la filière porcine
- Paiements des charges sociales à la MSA
- Blocage du Marché du Porc Breton
- Aides à l'installation
- Loi MACRON
- Cellules de crises départementales
- Financements CASDAR pour GEEP
- Opération régionale Viande de Nulle Part
- Dispositif FAC élevage
- Audit énergétique obligatoire
- Opérations promotionnelles de la viande porc
- Report des annuités en fin de tableau
- Création du Collectif des acteurs économiques bretons pour la croissance et l'emploi
- Conjoncture porcine : programme d'exportation
- Plan de soutien à l'élevage français
- Démarche allemande Thierwohl
- Point d'avancement du projet ID²
- Situation de la rémunération du travail dans les industries de la viande en Allemagne et en Espagne
- Les OP demandent aux acheteurs le juste prix
- Contractualisation en filière porcine
- Plan de soutien à l'élevage

Responsables professionnels

Michel BLOC'H
Président section porc

Philippe BIZIEN
1^{er} Vice-président section porc

Bernard ROUXEL
2^{ème} Vice-président section porc

Contact

Jacques CROLAIS

Objet : Convocation
Conseil d'Administration
Remmes le 15 octobre 2015

Monsieur,
Je vous invite à participer au Conseil d'Administration qui se tiendra le :

Mardi 17 novembre 2015 à 15h30
à COOP DE FRANCE
43 Rue de Valenciennes - 75003 PARIS
Salle 112

Ordre du jour :

- Point sur la constitution de l'association - fonctionnement - adhésion
- Point sur l'évaluation du dossier et définition de la stratégie
- Budget prévisionnel
- Mandat de représentation
- Questions diverses

Comptez sur votre participation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Michel BLOCH,
Président.

Collectif contre le dumping fiscal agricole en Europe

IL est apparu qu'en Allemagne, le régime TVA forfaitaire procure, dans les cas favorables, un avantage évalué à 3,50 € par porc en système engraisseur. Dès lors des démarches ont été engagées en 2011 auprès de la Commission Européenne pour remettre en cause ce dumping fiscal. En réponse, la DG TAXUD indiquait que le fondement de la plainte n'était pas basé sur des arguments juridiques et économiques démontrés. En 2015, l'UGPVB a commandé une étude auprès de l'IFIP qui, sur la base du RICA, données statistiques fiscales issues de la comptabilité des éleveurs allemands, a réussi à démontrer un avantage de 50 millions d'euros (1,40 euro/porc produit), en moyenne de 2008 à 2012, et ceci au profit des éleveurs allemands, ainsi qu'un détournement de l'esprit de la directive TVA. Il a donc été décidé de constituer un collectif et de porter le dossier au niveau Européen et Français. La stratégie et la méthode reposent sur le dépôt d'une plainte auprès de la Commission Européenne qui servira de support à l'action de lobbying pour faire évoluer la directive TVA.



SECTION ŒUF

2014 : Un cours du libre (*) toujours inférieur au coût de production....

Production : Stabilité de la production 2014 en UE, progression en France ...

► Chiffres clés

Production 2015 :

- UE 27 : production attendue de 102 milliards d'œufs (légère baisse / 2014)
- France : production attendue de 14 milliards d'œufs, 1^{er} rang de l'UE
- Bretagne : 19,94 millions de pp*, 42 % de l'effectif national

Production alternatives :

- UE : 42,2 % (34,5 % en 2010)
- France : 32 % (22,3 % en 2010)
- Bretagne : 23,94 % (15,75 % en 2010)

L'activité des OP adhérentes à l'UGPVB (activité 2015) :

- 11 OP œufs adhérentes (arrivée d'EVEN en 2015)
- 601 producteurs d'œufs sur Bretagne, Pays de Loire et Basse Normandie pour 19,94 millions de pp (*)
- 409 élevages alternatifs pour 4,72 millions de pp
192 élevages standards pour 15,16 millions de pp

* Légende

pp : poules pondeuses

Cours du libre : nu départ élevages (œuf brut non calibré et non conditionné)

LR : Label Rouge

Avec un cheptel d'environ 340 millions de poules, le potentiel UE de production d'œufs a baissé de 1 % en 2014 et de 1,7 % sur les 11 mois de 2015. Sont en baisse : l'Espagne (- 9 %) et l'Italie (- 4 %), en hausse : l'Allemagne (+ 15 %), les Pays-Bas (+ 12 %) et le Royaume-Uni (9 %).

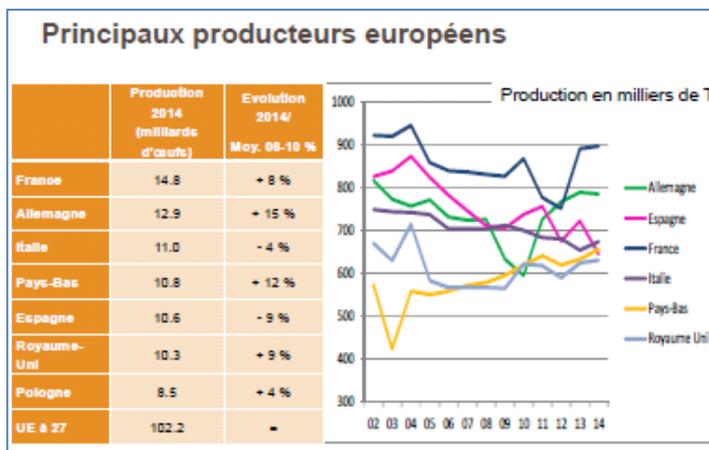
En France, le potentiel de production attendu sur 2015 est stable autour d'une production mensuelle de l'ordre de 1,15 milliard d'œufs.

En 2014, avec près de 15 millions de poules, la production française alternative (sol, plein air, label rouge et biologique) représente un tiers du cheptel (32 %) et continue de progresser notamment en label rouge et en œufs biologiques.

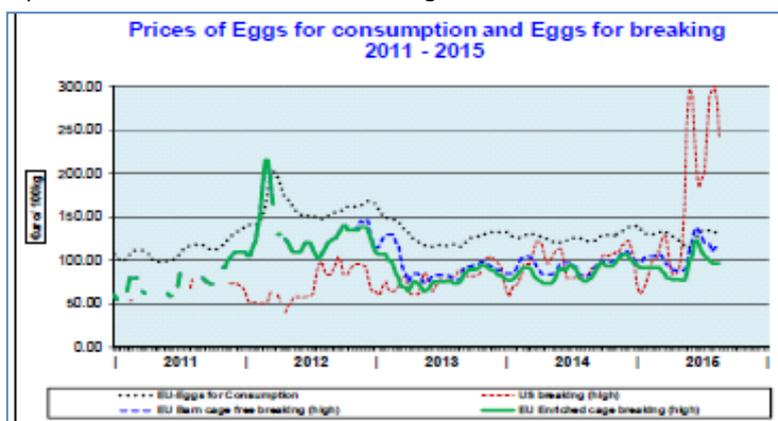
Conjoncture : Légère reprise des cours en 2014 après l'effondrement de 2013.

Avec 40 millions de pondeuses et poulettes touchés par l'Influenza aviaire hautement pathogène, les USA ont perdu 12 % de leur cheptel. Cela a fortement impacté leurs exportations (- 9 % en volume au 1^{er} trim. 2015). Contraint d'importer à compter de juin-juillet, la hausse américaine du prix des œufs s'est fait sentir jusqu'en Europe mais le soufflé est rapidement retombé.

Malgré cet effet d'aubaine, le prix de vente des œufs aux GMS s'est dégradé de 15 % depuis 2013. Alors que le contexte est favorable à l'obtention de hausses, notamment sur le plein air, le LR* et les œufs biologiques, la concurrence exacerbée entre fournisseurs a conduit à une dégradation importante des prix de vente tirant l'ensemble de la gamme vers le bas.



Source : Itavi d'après Commission et SSP

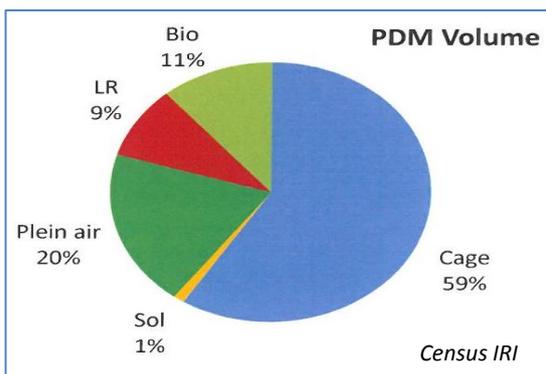


Source : Commission européenne d'après Urner Barry

Consommation : stable à 216 œufs / habitant.

En France en 2014, le marché de l'œuf coquille est stable. L'œuf standard (cages) représente encore aujourd'hui 59 % des achats (en volume) des ménages mais seulement 44 % en valeur. L'œuf alternatif continue, d'année en année, à gagner des parts de marché mais au détriment de leur prix de vente. En 2014 par rapport à 2013, les ventes d'œufs standards reculaient de - 3,1 % en volume et de - 4,2 % en prix lorsque le plein air progressait de + 6,3 % en volume avec un recul de - 0,9 % en valeur. La section Œufs de l'UGPVB s'est mobilisée fin 2015 pour dire stop à la dégradation du prix de vente en GMS.

Segmentation des achats des ménages en 2014



Action en GMS le 23 octobre 2015 à la Chapelle/Erdre (44)

SECTION BOVIN

2014 : Une demande interne fragile

Le rebond de la production européenne en 2014 a engendré une chute de prix importante en UE, renforcée par l'embargo russe. La baisse de l'euro s'est accompagnée à la baisse des prix pour redonner de la compétitivité aux viandes et bovins européens sur les pays tiers, et a permis d'écouler un surplus que la demande interne, morose, ne pouvait absorber. Les flux d'exportation restent dynamiques en 2015. Le retour à des taux de réforme plus habituels dans le secteur laitier et la hausse des sorties de mâles dans plusieurs pays-clefs (Pologne, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne) ont permis à la production européenne de rebondir en 2014 (+ 3 %), après avoir touché un plancher en 2013.

La demande européenne n'a absorbé que les trois quarts de la hausse de production en 2014. La consommation a certes rebondi mais modestement de 2 %, à 7,6 millions de tonnes équivalent carcasse, soit 15,0 kgec/habitant, mais elle tend à descendre en gamme. Les consommateurs se tournent en effet vers les viandes bon marché (notamment hachées) et délaissent les pièces à griller ou à rôtir. Ceci n'est pas sans conséquence sur l'évolution des prix.

2015 : L'année de rupture ?

Des prix des bovins finis en baisse au premier semestre, des charges toujours élevées et des aides PAC qui baissent pour la plupart des éleveurs bovins viande en 2015, tout converge pour augurer de revenus médiocres cette année. Ils seront plus bas qu'en 2014.

Outre les dispositifs conjoncturels mis en place en 2015, il faut urgemment que la filière bovine se mobilise pour répondre aux enjeux. Dans les différentes instances professionnelles, l'UGPVB rappelle qu'il faut repenser la segmentation de marché en lien avec les circuits de distribution et de présentation de la viande d'aujourd'hui, pour maintenir la consommation de viande et regagner de la valeur ajoutée.



Nos réunions

Conseil Œuf en 2015

- 5 janvier
- 24 février
- 3 juin
- 8 septembre
- 5 octobre
- 13 octobre

Responsable professionnel

Yves-Marie BEAUDET
Président section œuf

Contact

Gilles GUILLAUME



Chiffres clés

La production bovine bretonne

- 6 550 exploitations détenant des vaches allaitantes
- 20 % du cheptel national de vaches laitières
- 3 % du cheptel de femelles allaitantes
- 23 % de la production nationale de veaux de boucherie
- 12 % de la production nationale de vaches de réforme
- 9 % de la production nationale de mâles âgés de plus de 8 mois
- 170 000 tonnes produites
- 1^{ère} région d'abattage française : 20 % des abattages de gros bovins et 40 % des abattages de veaux

L'activité des Organisations de Producteurs Commerciales (OPC) bretonnes

- 6 OPC bovins adhérentes
- 4 400 élevages adhérents
- 170 000 bovins gras commercialisés dont :
 - 36 600 jeunes bovins commercialisés
 - 5 500 femelles commercialisées en filière Qualité

L'appui technique en Bretagne

- Suivis d'élevage dans le cadre du Contrat de Projet Etat Région
- 15 ETP techniciens

L'enjeu : Le maintien d'une filière allaitante en Bretagne

Dans un contexte économique difficile et incertain de la filière bovine, les signaux ne passent pas « au vert » en élevage : difficulté à transmettre les exploitations allaitantes, peu de dossiers PCAEA* arrivés aux guichets des DDT(M). Pourtant, pour l'UGPVB, la région Bretagne a des atouts pour faire naître et engraisser des bovins : climat et autonomie fourragère, présence d'infrastructures de conseils techniques, outils d'abattage/découpe.

Les économies des filières viande et lait sont étroitement liées, en Bretagne encore plus qu'ailleurs (1^{ère} région productrice de lait, 1^{ère} région d'abattage - via les vaches laitières notamment, nombreuses exploitations lait-viande). La filière laitière connaît également des fluctuations de cours dans un contexte mondial également très tendu, ce qui n'est jamais prometteur pour la viande bovine.

En 2015, les organisations de producteurs ont poursuivi leur accompagnement auprès des producteurs, dans le cadre du dispositif d'assistance technique proposé par FranceAgriMer. Ce dispositif est complexe et ne répond pas systématiquement au plan de progrès à mettre en place dans les exploitations à difficultés. En outre, même s'ils ont été peu nombreux à répondre au PCAEA*, l'UGPVB a œuvré aux côtés des autres instances professionnelles bretonnes pour concevoir un dispositif le plus attractif possible. A ce titre, la filière bovine est considérée comme une filière « à enjeux », permettant aux éleveurs de bovins viande de bénéficier d'une majoration du taux d'aide. Encore en 2015, les OP ont accru les initiatives pour faire valoir la coopération et l'accompagnement technique, commercial et financier des éleveurs de bovins allaitants. Un dernier rapport du CGAER en filière bovine précise que l'organisation en filière bovine doit inévitablement se développer pour gagner en compétitivité. Nul doute que l'adhésion des éleveurs à une OPC* est la première étape à franchir.

TOUTES SECTIONS

Plan de modernisation bâtiments

Dans le prolongement de la réforme de la PAC, l'UGPVB a défendu auprès des pouvoirs publics, Etat et Conseil Régional, le principe d'un soutien public aux investissements, au-delà de la filière bovine, au profit des productions porcines et d'œufs.

En 2014 et début 2015, l'UGPVB a participé à la construction du plan de modernisation des exploitations agricoles en partenariat avec le GIE lait Viande, le CERAFEL, le GIVCB, et la Chambre Régionale d'Agriculture. La priorité mise en avant aura été la compétitivité des élevages dans un environnement international concurrentiel avec comme axes essentiels : la cohérence de la chaîne de production, les conditions de travail, l'excellence environnementale et sanitaire. Deux appels à projets (AAP*) ont été lancés en 2015. Ils ont eu un franc succès avec un dépôt d'environ 500 dossiers de demande d'aide déposés sur chaque AAP. S'inscrivant dans la continuité du PMBE, dans le contexte actuel de restructuration de la filière laitière, la grande majorité des dossiers ont été issus de cette filière.

Résultats des deux AAP du PCAEA 2015 en Bretagne (mesures 411B et 412)

Filière	Nombre total de dossiers	Dépense éligible totale (M€)	Montant d'aide total (M€)	Montant d'aide moyen par dossier (€)
Porcs	235	36,73 M€	6,67 M€	28 398 €
Bovins viande	43	3,92 M€	1,40 M€	32 567 €
Œufs	32	2,61 M€	0,75 M€	23 544 €
Bovins lait	561	90,18 M€	18,47 M€	32 923 €

Nos réunions

Conseil bovin UGPVB et URGO en 2015 (hors commissions)

- 19 février
- 19 mai
- 13 octobre

Responsable professionnel

Philippe DAGORNE
Président section bovin

Contact

Marie DELANNOY

* Légende

OPC : Organisation de Producteurs Commerciale



Nos publications

Infos Investissements

- 3 infos : Plan de compétitivité d'adaptation des exploitations agricoles 2015 (PCAEA) – Aides aux éleveurs des filières porcs et œufs à la réalisation d'investissements en Bretagne - Mesure 411B et mesure 412
- 1 info : Le suramortissement – une mesure exceptionnelle en faveur de l'investissement productif



Contact

Gilles GUILLAUME

* Légende

AAP : Appel à Projets
PCAEA : Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles



ENVIRONNEMENT

TOUTES SECTIONS

Le service environnement de l'UGPVB, en étroite collaboration avec le service juridique :

- Anime le réseau constitué par les techniciens des services Environnement et Bâtiment des Organisations de Producteurs,
- Assure une veille et une expertise technique et réglementaire,
- Répond aux sollicitations des techniciens, directeurs ou présidents,
- Organise des réunions d'information ou de formation,
- Fait le lien avec les autres instances professionnelles, CAR Environnement notamment,
- Entreprennd en continu des démarches politiques et syndicales auprès des administrations départementales, régionales, nationales et européennes,
- Participe aux travaux du réseau environnement de Coop de France.

Audit des services bâtiment et environnement

Afin d'adapter au mieux les méthodes de travail des services environnement et juridique de l'UGPVB, une enquête a été réalisée auprès des services environnement et bâtiment de chaque OP. Cela a permis de faire ressortir plusieurs axes d'amélioration qui ont été rapidement mis en place. Exemples : toilettage et mise à jour des listes de diffusion, amélioration des info environnement, mise en place de groupe technique sur des thématiques ciblées, participation aux réunions de services...

Démarches syndicales sur sites d'élevage

Au niveau national.

Le 24 juin 2015, l'UGPVB a reçu dans le cadre d'une visite d'élevage, la nouvelle responsable du bureau des Biotechnologies et de l'Agriculture (BBA) au sein de la Direction Générale de la prévention et des risques (DGPR) du Ministère en charge de l'environnement, Mme Catherine RACE.

La journée s'est déroulée en deux temps : le matin, visite de l'élevage bovin à l'engraissement (390 taurillons) du GAEC GICQUEL à Bruc-sur-Aff et l'après-midi, visite de l'élevage porcin (400 truies - naisseurs engraisseurs) de la SCEA du SCIAU D'ORIENT à Bain sur Oust. De nombreuses thématiques ont ainsi pu être illustrées très concrètement : réhaussement des seuils bovins IC, difficultés liées à la gestion des effluents, organisation du travail, réserves incendies... etc.



Au niveau régional.

Le 19 mars, l'association IF2O(*), animée par l'UGPVB, a organisé pour la DRAAF* la visite de 3 sites de fabrication de fertilisants à la ferme (EARL Briand, EARL La Lande Moye, GAEC du Clos de la Pierre). Ces visites ont permis d'échanger avec l'administration sur les principaux enjeux et difficultés rencontrés par les éleveurs fabricants de fertilisants.



Installations classées

Au niveau européen.

Directive IED (Industrial Emission Directive) :

L'UGPVB a participé aux groupes techniques chargés de faire des remarques sur le projet de révision du « BREF élevage », document listant les meilleures techniques disponibles dont doivent s'équiper les élevages de porcs ou de poules pondeuses soumis à autorisation ICPE. La publication de ce document étant prévue courant 2016, l'UGPVB agit dès à présent pour que son application sur le terrain soit respectueuse des contextes économiques, sociaux et environnementaux des élevages.

DEPD (Déclaration des Emissions Polluantes et des Déchets) :

Afin de rendre opérationnel le nouvel outil de calcul des émissions polluantes et des déchets proposé par le MEDDE, l'UGPVB, l'IFIP, l'ITAVI et Coop de France se sont associés pour apporter leurs expertises techniques. Le nouvel outil devrait être opérationnel en janvier 2016 pour que les exploitants « IED » puissent réaliser leur déclaration avant le 31 mars (date légale).

Au niveau national.

Introduction du régime ICPE de l'enregistrement pour les volailles :

L'UGPVB a œuvré aux côtés des autres OPA nationales afin de rehausser le seuil du régime autorisation au niveau européen sans introduire de nouveau régime. Cependant, le MEDDE est resté sur sa position et la filière volaille se retrouve à présent avec 4 régimes ICPE différents.



Chiffres clés

- 4 consultations journalières des OP

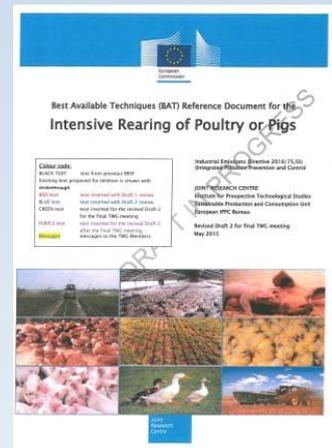
Nos réunions

Réunions d'Actualités Environnement en 2015

- 26 mai
- 17 décembre

Commissions Environnement en 2015

- 13 février
- 2 mars
- 16 mars
- 26 mai
- 1^{er} juin
- 2 juillet
- 30 juillet
- 2 septembre
- 12 octobre



* Légende

- DGPR : Direction Générale de la Prévention et des Risques
- DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
- IF2O : Interprofession des Fertilisants Organique de l'Ouest
- MEDDE : Ministère de l'Ecologie
- OPA : Organisation Professionnelle Agricole

Révision des prescriptions techniques applicables aux élevages depuis le 27/12/2013 :

L'UGPVB multiplie les démarches afin de faire réviser les prescriptions qui posent des difficultés sur le terrain : réserves incendies, justification des capacités financières, gestion du phosphore... etc.

Formulaire « Cerfa » enregistrement :

Le MEDDE a proposé d'encadrer le contenu des dossiers enregistrement dans un cadre fermé et constant : un formulaire « Cerfa » (comme pour le permis de construire). Convaincu que cette proposition allait dans le sens de la simplification, l'UGPVB a proposé des amendements. Le dossier a été ajourné.

Au niveau régional.

Simplification de la mise à jour des plans d'épandage :

Conformément aux annonces du Plan Breton pour l'eau, les OPA régionales (dont l'UGPVB) et les services de l'Etat ont engagé ce travail de simplification. Deux groupes de travail ont été mis en place : le 1^{er} est axé sur l'aspect réglementaire pour identifier les évolutions du cadre légal nécessaires à la poursuite de ce travail de simplification ; le 2nd est axé sur l'aspect technique pour concevoir un outil cartographique commun au bureau d'étude et à l'administration. Cet outil accessible aux éleveurs a vocation à remplacer le plan d'épandage et à simplifier les mises à jour.

Au niveau départemental.

Rencontre « IC 35 » :

Chaque année, l'UGPVB et la Chambre d'Agriculture 35 rencontrent les services de la Préfecture 35, la DDTM 35, la DDPP 35, la DREAL et le SDIS 35 afin d'échanger sur l'instruction des dossiers ICPE élevage en Ille-et-Vilaine. Cette année, la rencontre a eu lieu le 5 mai 2015 sous la direction du nouveau responsable des dossiers environnement UGPVB en Ille-et-Vilaine, Monsieur Olivier DAVID. Plusieurs avancées ont été actées lors de cette rencontre : mise à disposition des bureaux d'études de la localisation géographique des réserves incendies existantes, toilettes du « 4 pages 35 » (document de présentation synthétique du dossier), réouverture des discussions sur la non-application de la doctrine phosphore dans le 35 et réouverture des discussions concernant l'application des normes « COMIFER » en Bretagne.

Eau

Bassins versants contentieux (BVC).

Une délégation des OPA(*) régionales, dont l'UGPVB, s'est déplacée à Bruxelles en mars 2015 afin de négocier la sortie des bassins versants redevenus conformes. La concentration de 50 mg/l de nitrate dans l'eau n'a pas été dépassée depuis au moins trois années consécutives. Les bassins versants concernés sont l'Arguenon, le Guessant, le Guindy, l'Urne et l'Aber Wrac'h. Le 13 juillet, la Commission européenne a accepté de lever les contraintes administratives qui pesaient sur ces bassins versants. Concernant les quatre bassins versants toujours en contentieux, l'UGPVB poursuit ses travaux visant à obtenir la conformité.

Aides de l'Agence de l'Eau sur la résorption du phosphore.

Les aides de l'Agence de l'Eau sur la résorption du phosphore ont été bloquées en novembre 2014 faute de notification par l'administration auprès de la Commission Européenne. Afin de débloquent la situation et remettre en place ce dispositif essentiel pour les éleveurs bretons, l'UGPVB a sollicité de nombreux parlementaires, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et le Conseil Régional. Le MEDDE et le MAAF(*) ont aussi été officiellement saisis. Les aides ont finalement été débloquentes et sont de nouveau applicables depuis le 3 avril 2015.

Réforme des ZES : révision du 5^{ème} programme d'action directives nitrates.

L'arrêté régional relatif au 5^{ème} programme d'action directives nitrates a été publié le 14 mars 2014. La finalisation de ce 5^{ème} programme d'action repose dorénavant sur :

- La publication des textes à venir précisant le fonctionnement du dispositif annuel de surveillance de l'azote épandu s'appuyant notamment sur la déclaration des flux d'azote,
- La révision des programmes d'actions, national et régionaux, dans le cadre du contentieux européen sur les programmes d'action nitrates au regard des exigences exprimées par la Cour de Justice Européenne dans son jugement du 04 septembre 2014 .

L'UGPVB aux côtés des OPA régionales ont fait valoir leur position unanime contre les projets de textes sur le dispositif de surveillance prévoyant notamment de sanctionner l'ensemble des exploitants d'un département en cas de dépassement de la quantité d'azote épandue de référence. Afin d'obtenir la réouverture des discussions sur ces projets de textes, le CAR environnement ainsi que les prestataires de services ont appelé les agriculteurs à boycotter l'envoi des déclarations des flux 2015. Grâce à la mobilisation de toutes les organisations et au soutien des agriculteurs, le boycott a permis au Gouvernement de valider en particulier l'application de la règle européenne de l'équilibre de la fertilisation.

Nos publications

- 7 Infos Environnement
- 79 mails d'information
- 1 Info Investissements
- 11 lettres d'information
- "Mensuel environnement"

Infos Environnement

- n° 171 - Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- n° 172 et 172 bis - Délimitation des zones vulnérables
- n° 173 - Fiches de préparation aux contrôles conditionnalités des aides PAC - provisoire
- n° 174 - Arrêté GREN du 26 juin 2015
- n° 175 - Nouveautés de la loi "Macron"
- n° 176 - Fiches de préparation aux contrôles conditionnalités des aides PAC



Info Investissements

- n° 34 - Aides pour la mise aux normes des exploitations situées en zone vulnérable



* Légende

MAAF : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
OPA : Organisation Professionnelle Agricole

Et aussi?

- L'UGPVB suit et rend compte sur le terrain de l'application du **Plan algues vertes** en participant aux Comités régionaux algues vertes.
- Les OP en lien avec les travaux de la Commission environnement, ont contribué à alimenter la consultation publique du projet de **SDAGE 2016-2021**.



© Gaëlle Le Berre

Contrôles conditionnalités

Les fiches UGPVB de préparation aux contrôles conditionnalités des aides PAC, à destination des agriculteurs ont été mises à jour pour 2015 et diffusé aux Organisations de Producteurs pour information aux éleveurs.

Energie

Economies d'énergie.

Les dossiers de demande de certificats d'économie d'énergie (CEE) dans le cadre du partenariat avec EDF ont été clôturés. Ce partenariat n'a pas été renouvelé en 2015 du fait des modifications du dispositif des CEE par le gouvernement. Néanmoins, l'UGPVB est à la recherche d'un nouveau partenariat pour 2016.

Fin des tarifs jaunes et verts.

Les trois Unions (Normandie, Pays de la Loire et Bretagne) ont agi conjointement pour proposer aux OP et éleveurs une consultation des fournisseurs d'électricité dans le cadre de la fin des tarifs réglementés. Plus de 1 800 éleveurs ont rejoint la démarche. La contractualisation a été conclue avec EDF, fournisseur proposant les meilleurs prix. L'UGPVB tient à remercier l'ensemble des éleveurs et OP qui se sont pleinement impliqués dans la démarche collective. Le partenaire expert retenu pour organiser la consultation est MTAIR.



Les OP engagées dans l'innovation

L'UGPVB tient à promouvoir auprès des OP et des éleveurs les innovations dans les filières porcines, bovines, œufs en matière d'environnement. Cette année encore, l'UGPVB a suivi ou est partenaire d'un certain nombre de projets de recherche menés par l'IFIP, le pôle recherche appliquée de la Chambre Régionale d'Agriculture et d'autres instituts de recherche (amélioration des connaissances sur l'exposition des éleveurs aux poussières et gaz, caractérisation et développement de la méthanisation en Bretagne ...). Elle informe régulièrement ses adhérents des avancées des projets de recherche.

Déploiement de GEEP (réseau de gestion environnementale des exploitations porcines)

En lien avec l'IFIP et avec le concours des OP, le déploiement en Bretagne de l'outil GEEP, « GTTT-GTE en environnement » a été engagé. Avec le soutien financier de FranceAgriMer, 26 élevages ont pu évaluer leurs performances environnementales. Afin d'optimiser le fonctionnement de cet outil et de rendre compte du lien existant entre performances environnementales et performances économiques, l'UGPVB poursuit le déploiement aux côtés de l'IFIP et des OP.



Traitement, transfert et normalisation



Compost de digestat de méthanisation

L'UGPVB anime l'association IF2O(*) qui fédère les opérateurs impliqués dans la transformation et la mise en marché des fertilisants organiques. IF2O a poursuivi la veille réglementaire relative à la normalisation des engrais et amendements organiques et sur la mise sur le marché des matières fertilisantes. L'application du règlement sur les sous-produits animaux a fait l'objet d'échanges avec l'administration notamment sur la notion d'agrément sanitaire. IF2O prévoit un déplacement en Belgique afin de rencontrer des structures qui produisent et commercialisent des produits organiques issus d'effluents d'élevage et de digestat.

Agro-écologie

L'UGPVB a participé au séminaire de restitution de la DRAAF Bretagne en février. A cette occasion, certaines OP adhérentes ont présenté quelques unes de leurs actions dans ce domaine. Cela faisait suite à la réunion d'échanges organisée entre la DRAAF et les OP en avril 2014. L'Union a également régulièrement informé ses adhérents sur les évolutions réglementaires (GIEE) et techniques à ce sujet.



Document de synthèse disponible en téléchargement sur le site de la DRAAF

Nos réunions

Réunions COPIL fin de tarifs jaunes et verts

- 4 février
- 30 mars
- 19 mai
- 7 juillet
- 20 juillet
- 16 septembre
- 22 octobre



Comité de pilotage « fin des tarifs »
22/10/2015



Responsables professionnels

Yves-Marie BEAUDET
Bernard ROUXEL

Contacts

Justine AUBRIL
Jean-Michel NOURRY
Marie PERRET

* Légende

IF2O : Interprofession des Fertilisants Organiques de l'Ouest



TOUTES SECTIONS

Veille juridique et technique

Le service sanitaire a poursuivi sa veille juridique et technique tout au long de l'année 2015. Une information concise de l'actualité sanitaire est adressée régulièrement sous forme de "Info Sanitaire", à tous les vétérinaires, directeurs et présidents des Organismes de Producteurs, dès que l'actualité l'exige, et en fonction des sections représentées au sein de l'UGPVB.

Gouvernance sanitaire

L'arrêté du 31 mars 2014 qui désigne les GDS en tant qu'« OVS reconnus » pour toutes les espèces animales et dans toutes les régions françaises, est toujours d'actualité. Le Conseil d'Etat a rejeté en 2015 le recours formulé par Coop de France. Il s'appuie sur des points de droit et paraît en décalage avec la réalité du terrain et ce qu'attendent les éleveurs, les acteurs de la profession, mais aussi l'Administration régionale, en matière de gouvernance sanitaire.

Pharmacie vétérinaire

L'UGPVB apporte son expertise et son appui aux OP sur le volet pharmacie vétérinaire. En 2015, deux Commissions Régionales de la pharmacie vétérinaire se sont réunies pour expertiser trois demandes en Bretagne.

SECTION PORC

Le service sanitaire travaille en réseau avec les vétérinaires assurant le suivi des élevages des adhérents des Organisations de Producteurs (OP). Il assure aussi une veille technique et réglementaire, représente les OP auprès de l'administration, mène des projets techniques et participe à la mise en place d'une organisation solidaire et efficace au niveau régional, en particulier via l'OVS Porc Bretagne qu'il anime.

Commission sanitaire

L'UGPVB assure l'animation de la Commission sanitaire, composée des membres du Bureau de la section porc et des vétérinaires travaillant avec les OP porcs adhérentes. Cette Commission est élargie à la Normandie et aux Pays de la Loire.

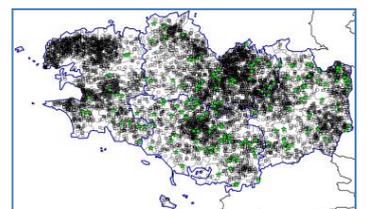
Groupe de travail sur le SDRP

Animateur de l'OVS Porc Bretagne, l'UGPVB coordonne un groupe de travail sur le SDRP. Ce groupe, propose un plan d'actions à mettre en œuvre pour lutter contre le SDRP en Bretagne. Depuis 2013, l'UGPVB s'est également associée à l'ANSES, la CRAB et l'IFIP pour élaborer un programme de recherche, soutenu financièrement par le Conseil Régional de Bretagne et INAPORC. Ce programme actuellement mis en œuvre est divisé en 3 projets :

- Validation du fluide oral en remplacement du sérum dans le cadre du dépistage, et évaluation du risque de contamination par l'épandage de lisier,
- Optimisation de l'efficacité de la vaccination,
- Mesure des conséquences de l'introduction de la souche Léna (souche d'Europe de l'Est hautement pathogène) en Bretagne.

Protection des élevages SDRP négatifs

Le dépistage des élevages bretons négatifs ayant des truies et ne vaccinant pas contre le SDRP, soutenu financièrement par le Conseil Régional et le CRP Bretagne, s'est poursuivi. Sur les 217 élevages dépistés, 153 sont confirmés négatifs SDRP. Une charte a été présentée aux différents acteurs de ces élevages négatifs, pour mettre en place des mesures de protection. Les difficultés rencontrées dans la filière n'ont pas permis de finaliser sa mise en œuvre pour 2015.



Importations de porcelets

L'OVS Porc Bretagne a alerté l'Etat sur la nécessité de disposer au minimum mensuellement des données TRACES. Depuis octobre 2015, les données TRACES sont transmises chaque mois à BDPORC, ce qui permet désormais de surveiller efficacement les mouvements d'animaux en provenance de l'étranger afin de limiter les risques d'introduction de germes pathogènes.

Nos publications

Infos Sanitaire

- n° 422 - Suspicion de DEP dans le Nord de la France
- n° 423 - Rapport 2013 du suivi des ventes d'antibiotiques en France
- n° 424 - Suivi des ventes d'antibiotiques vétérinaires dans 26 pays européens
- n° 425 - Rapport annuel RESAPATH
- n° 426 - Agrément PSE des OP
- n° 427 - DEP : actualités
- n° 428 - Modification de la liste positive des médicaments vétérinaires
- n° 429 - Visite Sanitaire Porcine : lancement de la campagne 2015



- n° 430 - Planification des PSCP pour 2015 - Focus sur 3 points du rapport PSCP 2013 : Échinococcose, Toxoplasmose, Salmonelles et saucissons
- n° 431 - Cas de Brucellose à B. suis biovar 2 dans un élevage plein air du Finistère
- n° 432 - Rappel des actes vétérinaires pouvant être réalisés par des non-vétérinaires
- n° 433 - Visite Sanitaire Porcine : Eleveurs : Désignez vite votre Vétérinaire Sanitaire
- n° 434 - Rapport Zoonoses EFSA et ECDC
- n° 435 - L'essentiel sur les Trichines
- n° 436 - La peste porcine africaine en Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne
- n° 437 - Visite Sanitaire Porcine : modifications suite au bilan d'étape du 9 juin

Info SANITAIRE
N° 444 - Novembre 2015
Veille et Publications

VENTES D'ANTIBIOTIQUES FRANCE 2014 : RAPPORT ANSES ET EUROPE 2013 : RAPPORT ESVAC

Principaux faits
Les ventes d'antibiotiques vétérinaires ont augmenté de 11,3 % par rapport à 2013, alors que le bétail est en constante diminution depuis 2007.

Le bétail d'élevage a vu ses ventes d'antibiotiques augmenter de 11,3 % par rapport à 2013. Les ventes de porc ont augmenté de 10,2 % par rapport à 2013, alors que les ventes de vaches ont diminué de 12,2 % par rapport à 2013.

La réglementation des ventes de 2014 a entraîné la suppression de l'application depuis le 01/01/2014 de la liste d'antibiotiques vétérinaires et de leur utilisation en élevage. Les ventes de porc ont augmenté de 10,2 % par rapport à 2013, alors que les ventes de vaches ont diminué de 12,2 % par rapport à 2013.

En conclusion, l'ANSES considère que les ALEA (indicateur d'application) permet d'apprécier les ventes pour le porc d'une année sur l'autre et entre bêtes d'ATB ou espèces animales, selon les données de 2014 et 2015, et de les comparer avec les données de l'année précédente, au moins que 2 années, 2014 et 2015.

Rapport sur le statut de l'ALEA (indicateur d'application de l'antibiotique)
Il s'agit d'un indicateur d'application et de passage entre ATB et porc en compte (résultat de la population porcine) qui indique l'application des antibiotiques vétérinaires en élevage de porc et de leur utilisation en élevage de porc.

Comme on voit de l'importance de base que la totalité des ATB vétérinaires sur porc ont été commercialisés depuis le 01/01/2014 et que les ventes de porc ont augmenté de 10,2 % par rapport à 2013, alors que les ventes de vaches ont diminué de 12,2 % par rapport à 2013.

ISSN 1774-7000 - 444 - Novembre 2015

Etude souches SDRP

La surveillance, transmise à l'ANSES, des souches circulant en Bretagne, est poursuivie.

Réseau d'épidémiologie EPIPORC



L'OVS Porc Bretagne a développé avec son partenaire informatique, l'ARSOE (devenu Adventiel), une application permettant de gérer le plan SDRP et d'en suivre sa réalisation. Cette application, financée en partie par le Conseil Régional de Bretagne, est aussi destinée à collecter les résultats d'analyses, déjà disponibles dans chaque élevage. Ces données mises en commun constitueront un outil d'évaluation de la situation du SDRP en Bretagne.

Peste Porcine Africaine, Fièvre Aphteuse, autres maladies de catégorie

Pour tout danger sanitaire, l'UGPVB et l'OVS Porc Bretagne tiennent régulièrement informés leurs membres (Info Sanitaire et Info OVS), pour limiter l'introduction de ces dangers. Des appels à la vigilance sont également transmis aux administrations et syndicats interprofessionnels concernés.

Diarrhée Epidémiologique Porcine

Plusieurs infos sanitaires sur la DEP ont permis de faire le point sur la situation. Des documents d'aide à la décision ont été réalisés et diffusés aux OP et aux vétérinaires. Le groupe de travail a en priorité travaillé pour que le premier cas, s'il existe, soit détecté le plus rapidement possible.

Maladie	Signes cliniques	Prévalence	Impact économique
SDRP (1)	Diarrhées, vomissements, abattement	100%	Fort
SDRP (2)	Diarrhées, vomissements, abattement	100%	Fort
SDRP (3)	Diarrhées, vomissements, abattement	100%	Fort
SDRP (4)	Diarrhées, vomissements, abattement	100%	Fort

Surveillance de la Grippe

Le Résavip est le prolongement et l'élargissement au niveau national de la surveillance des gripes initiée par l'OVS Porc Bretagne en 2009. Le Résavip est coordonné par Coop de France au sein de la Plateforme d'épidémiologie, et en région par des animateurs gripes désignés par la DGAI (l'OVS Porc Bretagne pour la Bretagne). En Bretagne, en 2014, 50 vétérinaires ont réalisé 222 prélèvements sur les 265 comptabilisés au niveau national, soit 83 %.

Antibiotiques

L'UGPVB participe au groupe de travail créé par INAPORC visant à suivre la consommation et les pratiques d'usage des antibiotiques dans un panel d'élevages tirés au sort.

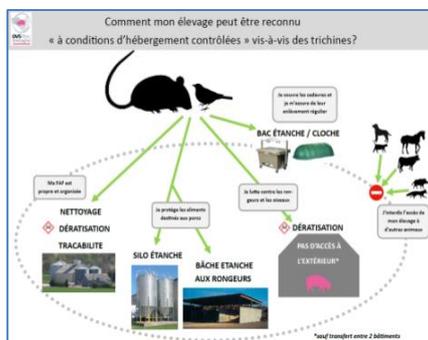
Maladie d'Aujeszky

La délégation par l'Etat de la prophylaxie Aujeszky interviendra en 2017. L'OVS Porc Bretagne dispose d'un cahier des charges informatique EPIPORC qui facilitera la réalisation de cette prophylaxie par les acteurs de terrain (vétérinaires et éleveurs). Par ailleurs, l'action de surveillance des sangliers (convention FDC22* – OVS Porc Bretagne) est terminée. L'OVS Porc Bretagne a demandé au SRAL que ce dispositif soit mis en place sur l'ensemble de la Région. Enfin, l'OVS Porc Bretagne a rappelé aux éleveurs plein air, leurs obligations en matière de protection sanitaire (clôtures) vis-à-vis de la faune sauvage.

Stations de lavage des camions de transport d'animaux

L'OVS Porc Bretagne et l'UGPVB ont alerté l'administration sur la nécessité de référencer les stations de lavage, et d'identifier leurs caractéristiques techniques (équipements, accessibilité notamment...). Au regard de l'enjeu de ce dossier, cette demande a été relayée au niveau national par l'ANSP et l'IFIP. Des financements ont été sollicités auprès du Conseil Régional de Bretagne et de la DRAAF.

Visite sanitaire porcine



L'UGPVB et l'OVS Porc Bretagne se sont engagés, aux côtés des vétérinaires et des éleveurs, pour faciliter la mise en place puis la réalisation de cette VSP*, afin qu'elle apporte une contribution positive aux éleveurs de la filière. La production de documents supports à la discussion (schéma et clarification de la grille d'audit) entre l'éleveur et son vétérinaire sanitaire ont largement été diffusés. Le Conseil Général de l'Alimentation de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAER), missionné par le Ministère de l'Agriculture, pour auditer la mise en place de la VSP, a auditionné l'OVS Porc Bretagne, pour recueillir l'avis de la production.

Nos publications

Infos Sanitaire (suite)

- n° 438 - DEP : actualités Chronicité et récurrence
- n° 439 - PPA : ce qu'il faut retenir de l'épidémie en cours en Europe de l'Est
- n° 440 - Dérogation tatouage ou bouclage de porcelets entre 2 sites liés : mise en place
- n° 441 - Rouget : plan d'action Grand Ouest
- n° 442 - Antibiorésistance et multirésistance du côté humain en France
- n° 443 - Antibiotiques
- n° 444 - Ventes d'antibiotiques

Nos réunions

Commission Sanitaire Grand Ouest en 2015

- 12 mars
- 1^{er} octobre

Réunion du Groupe de travail SDRP en 2015

- 5 mai
- 22 octobre

Réunion du Groupe de travail DEP en 2015

- 29 janvier

Responsable professionnel

Stéphane FOUÉRÉ

Contacts

Patrice COLLET
Elisabeth SALLÉ

* Légende

- PPA: Peste Porcine Africaine
- FA : Fièvre Aphteuse
- DEP : Diarrhée Epidémiologique Porcine
- FDC22 : Fédération Départementale des Chasseurs des Côtes d'Armor
- VSP : Visite Sanitaire Porcine



SECTION ŒUF

Salmonelles : 2014, une dégradation des résultats confirmée

Poulettes :

2 fois plus de cas qu'en 2013. Nette dominante de *S Typhimurium* (9 / 11 cas) dont 5 de St i-.

Pondeuses :

Dégradation nette de la situation due à une recrudescence de *S Enteritidis* qui représente 2/3 des 58 cas de positivité en 2014. La région Sud-Est est particulièrement concernée. En 2015, le nombre de cas en ponte, début novembre, est sensiblement identique à 2014.

Année	Maillon concerné	Objectif UE prévalence	Prévalence (Se + St)
2012	Poulettes	Sans objet	0,10 %
	Pondeuses	1,31 %	1,42 %
2013	Poulettes	Sans objet	0,16 %
	Pondeuses	1,18 %	0,58 %
2014	Poulettes	Sans objet	0,38 %
	Pondeuses	1,06 %	1,16 %

Salmonelles : une revalorisation des grilles d'indemnisation du plan de lutte bien accueillie

L'arrêté du 24 août 2015 a confirmé la révision des modalités d'indemnisation par l'Etat liées au programme national de lutte contre les salmonelles en œufs de consommation.

La création d'une grille spécifique *poulettes biologiques* et la revalorisation des grilles de tous les types de pondeuses (cages, sol, plein air et biologique) est une réponse positive à une demande de la profession très attendue et portée depuis plus de 2 ans.

C'est un signe positif de l'Etat envers la filière pour maintenir son très haut niveau sanitaire.

BD volailles : Vers un consensus difficile de toutes les filières avicoles autour d'un même projet de base informatique

Ce projet a suivi son cours en 2015. Il avance en filières Œufs de consommation et foie gras où il aborde fin 2015 son déploiement au sein des organisations de production. En filières chair, leur refus de rejoindre le même outil au profit de la consolidation de leur base ATM chair ralentit et complexifie le projet. Pour autant il avance et restera un des dossiers d'actualité en 2016.

Grippe aviaire : moins de risques sur l'UE face à la crise sanitaire sans précédente d'IA H5N2 vécue aux USA

Depuis le début de l'épizootie, 21 Etats ont été touchés via 223 élevages ayant conduit à éliminer 48 millions de volailles. La destruction de 3% des dindes et de 10 % des poules pondeuses (40 % dans l'Iowa) traduit l'ampleur des dégâts. Economiquement, en filière Œufs de consommation, cette crise sanitaire outre atlantique a provoqué une onde positive sur la conjoncture UE mais d'assez courte durée. Elle a surtout permis de rappeler toute la gravité et l'omniprésence du risque d'IA HP* et la nécessité de ne jamais lever la vigilance au niveau des mesures de biosécurité.

QUALITE



SECTION ŒUF

Modernisation des élevages en filière Ponte œufs de consommation en Bretagne

Aide régionale.

2014 a conduit la section Œufs de l'UGPVB à engager quarante dossiers d'aide éleveurs sur les 200 K€ alloués à la filière par le Conseil régional.

Aide nationale, le PCAEA 2015/2020.

la section Œufs de l'UGPVB, aux côtés des autres filières et de la CRAB, a représenté sa filière dans l'élaboration du PCAEA. En 2015, une dizaine de dossiers œufs ont été engagés sur ce nouveau dispositif interfilières qui offre plus de possibilités malgré le principe de sélection des dossiers : meilleur niveau d'aide et liste d'investissements éligibles renforcée par rapport au dispositif antérieur de type Contrat de Plan Etat /Région.



Chiffres clés

Prévalence *Salmonella*

- 2004 : 2,7 % / (Se seul)
- 2010 : 1,7 % (Se + St)
(Nb : rajout dépistage St en 2008)
- 2012 : 1,52 % (Se + St)
- 2013 : 0,76 % (Se + St)
- 2014 : 1,54 % (Se + St)

Nos réunions

Dossier « Chute de ponte »
ou « Triangle infernal »

- 1^{er} juillet 2015
- 13 mars 2015

Responsable professionnel

Yves-Marie BEAUDET

Contact

Gilles GUILLAUME

* Légende

OAV : Office Alimentaire et Vétérinaire

OP : Organisation de Producteurs

CNPO : Comité National de la Promotion de l'Œuf – Interprofession

PCAEA : Plan de compétitivité et d'Amélioration des Exploitations Agricoles

CPER : Contrat de Plan Etat – Région

IA HP : Influenza aviaire hautement pathogène



Responsable professionnel

Jean QUENNEMET

SECTION PORC

Le service qualité s'investit notamment sur les dossiers mâles entiers, Paquet Hygiène, identification et traçabilité, affichage. Il assure la gestion de la démarche VPF, QT en lien avec les Organisations de Producteurs (OP) et anime la commission qualité qui réunit les ingénieurs qualité amont et aval et, d'une manière générale, les travaux de l'ARIP.

Mise à jour des engagements VPF et déploiement du QT

L'association VPF, en charge de la gouvernance et de la gestion de la démarche VPF et QT, a mis en place, en accord avec les correspondants régionaux, un calendrier de déploiement de la démarche QT et de mise à jour des engagements VPF10.

De juillet 2014 à septembre 2015, les OP ont réalisé les audits QT et fait signer les engagements. Le service qualité UGPVB a notifié les mises à jour des indicateurs VPF et QT dans BDPORC. Depuis début octobre 2015, tout site non à jour est déréférencé.



Plan d'action Rouget Grand-ouest

Pour répondre à la demande des abatteurs, l'ARIP a défini un plan d'action Grand-ouest pour diminuer le nombre de cas de Rouget en élevage, source de difficulté en matière de gestion des carcasses et des abats à l'abattoir. Ce plan s'articule autour de la transmission de l'information « saisie de carcasse(s) - lésions de rouget » entre abattoirs, ARIP Bretagne, OVS porc du Grand-ouest et vétérinaire traitant les sites d'élevage concernés par une récurrence de cas. Ce plan a démarré début novembre 2015.

L'étiquetage d'origine

Le règlement européen n°1169/2011 concernant l'information du consommateur sur les denrées alimentaires prévoit l'obligation d'indiquer le pays d'origine ou le lieu de provenance pour les viandes fraîches, réfrigérées et congelées des animaux des espèces porcines, ovines, caprines et des volailles et pour les viandes utilisées en tant qu'ingrédient.

Concernant la viande, l'étiquetage obligatoire se restreint au pays d'élevage et d'abattage. Concernant la viande en tant qu'ingrédient, aucune proposition législative n'est faite. L'UGPVB mobilise toujours les décideurs politiques français et européens pour défendre l'étiquetage « né, élevé, abattu » sur l'ensemble des étiquettes. Le Président a porté le dossier avec INAPORC auprès du Conseil prévu mi-septembre.

ACIDROS – CONFIDENTIEL

Le projet ACIDROS, piloté par l'ARIP, a démarré en octobre 2014 et devrait se terminer en juin 2016. L'objectif est de définir les conditions optimales de faisabilité pour détecter rapidement les odeurs de carcasses de mâles entiers à l'abattoir. Les 2 phases expérimentales en abattoir ont eu lieu en février et mai 2015. L'analyse globale des résultats expérimentaux est attendu pour la fin de l'année.



Participation au Groupe européen d'experts sur les alternatives à la castration chirurgicale du porcelet

Dans le cadre de la déclaration d'intention, l'UGPVB participe, au titre du CRP Bretagne, aux réunions du groupe d'experts et du groupe communication/information ainsi qu'aux séminaires organisés par la DG SANTE. Notre participation à ces réunions (3 réunions en 2015) permet à la filière bretonne d'être reconnue et d'être au cœur des discussions et négociations européennes.

Transfert de porcelets entre sites d'élevage : service TATOUPA

BDPORC a défini avec la DGAI les modalités permettant à certains éleveurs de ne plus être dans l'obligation de tatouer ou de boucler les porcelets de 8 ou 25 kg entre sites d'élevage. Depuis le 1^{er} juillet 2015, le service TATOUPA est mis en ligne sur BDPORC.



L'UGPVB a d'ores et déjà validé 322 liens entre 2 sites d'élevage. En Bretagne, ce sont actuellement 891 sites qui sont éligibles pour bénéficier de la dérogation.



Nos réunions

- 2 Commissions Qualité Grand-Ouest
- 4 réunions ACIDROS
- 2 réunions VPF/QT
- 1 réunion DDPP/SRAL/EDE
- 1 réunion Rouget

Chiffres clés

- 5 761 sites référencés QT
- 5 528 sites référencés VPF porcs charcutiers
- 2 644 sites référencés VPF cochons
- 322 liens actifs pour TATOUPA

Nos publications

Infos Qualité

- n° 164 - 1^{er} bilan : signature VPF et audit QT
- n° 165 - Dérogation à l'obligation d'identifier les porcelets entre 2 sites liés
- n° 166 - VSP : lancement de la campagne 2015
- n° 167 - Etiquetage d'origine des viandes dans les produits transformés – Point sur le dossier
- n° 168 - Etiquetage d'origine des viandes dans les produits transformés – Adoption d'une résolution
- n° 169 - VPF/QT : report de l'échéance
- n° 170 - Séminaire européen sur les alternatives à la castration des porcelets
- n° 171 - VSP : Eleveurs – désigner vite votre vétérinaire sanitaire
- n° 172 - Rouget : Bilan élevage et abattoir
- n° 173 - Mise en application de l'étiquetage de l'origine des Viandes
- n° 174 - L'essentiel sur les trichines
- n° 175 - VSP
- n° 176 - Dérogation tatouage/bouclage de porcelets entre 2 sites liés
- n° 177 - Rouget : plan d'action

Responsable professionnel
Philippe LE JOSSE

Contact
Laurie DETRIMONT

* Légende

ARIP : Association Régionale Interprofessionnelle Porcine de Bretagne



SECTION PORC

L'UGPVB assure un suivi régulier du dossier "bien-être animal" tant aux niveaux européen et français qu'au niveau de son application pratique en Bretagne, en lien avec les instances nationales, Coop de France Pôle Animal, la FNP, INAPORC, ainsi que BREIZ EUROPE. L'UGPVB participe aux travaux de la Commission régionale Bien-être animal commune à l'UGPVB, la FRSEA et la CRAB.

Vademecum bien-être animal des porcs

L'UGPVB suit de près le contenu du vademecum bien-être qui sert de base aux grilles utilisées lors des contrôles dans les élevages, pour éviter toute pénalité injustifiée des éleveurs. La profession porcine alerte régulièrement l'administration sur des points bloquants comme l'analyse de la qualité de l'air, la présence de matériaux manipulables et leurs caractéristiques, la présence obligatoire d'eau résiduelle dans les auges et l'accès à l'eau en permanence. La profession agit pour simplifier et rendre homogènes les contrôles. Pour certaines questions, l'Administration a demandé l'analyse de l'ANSES pour faire évoluer le texte et les modalités de contrôle.

Indicateurs bien-être en élevage

L'Union Européenne oriente sa stratégie sur le bien-être animal vers une obligation de résultats plutôt qu'une obligation de moyens.

Il est nécessaire de travailler à la réalisation d'outils valorisant la pratique des éleveurs français. Dans cet objectif, l'IFIP débute une étude sur l'utilisation d'indicateurs bien-être en élevage de porcs. L'objectif est de présenter ces indicateurs au niveau européen pour obtenir leur validation.

SECTION ŒUF

IMAGE : Participation active à la construction d'indicateurs de bien-être animal

En lien avec l'évolution du dossier bien-être à l'échelon UE, la section Œufs de l'UGPVB participe activement à la construction d'indicateurs de bien-être animal en élevages de poules dans le cadre de l'étude IMAGE (ex-projet EBENE) conduit par l'ITAVI en lien avec le CNPO. Nous participons au groupe de travail, avons organisé des visites pour tester d'une part la faisabilité de certains indicateurs et d'autre part recueillir l'avis des représentants de la société civile.

Cages : toujours victime de son image, la profession tente de contrer les ONG

Contre-manifestation.

Au 1^{er} trimestre 2015, l'intervention d'une poignée d'éleveurs, sous l'égide de la section Œufs de l'UGPVB, au U Express de Vannes, a permis de mettre fin à la réalisation par quelques activistes de L 214, d'une pétition contre la vente d'œufs de cages en GMS.

Portes ouvertes.

La section Œufs de l'UGPVB est solidaire d'Agriculteurs de Bretagne dans la réalisation de sa journée annuelle de portes ouvertes en élevages. Grâce à l'ouverture de son élevage, M. ETIENNE a permis à 800 personnes de découvrir la production d'œufs en cages.



Nos réunions

Commission Régionale Bien-être animal des porcs en 2015

• 22 juin

Nos publications

(en partenariat avec la FRSEA et la CRAB)

• Lettre bien-être n° 12
- juillet 2015

Responsable professionnel

François-Régis HUET

Contact

Mathilde HELSTROFFER



Responsables professionnels

Yves-Marie BEAUDET
Franck PICARD

Contact

Gilles GUILLAUME



TOUTES SECTIONS

Le service juridique a une double vocation :

- Une expertise et un appui juridique, pour la défense collective, à l'ensemble des Organisations de Producteurs (OP) adhérentes dans les domaines de compétences de l'UGPVB : environnement, sanitaire, construction et urbanisme, santé et sécurité en élevage, qualité, communication.
- Une expertise juridique en appui aux services techniques de l'UGPVB.

Dans cette optique, la veille réglementaire et jurisprudentielle est assurée au quotidien.

Le service juridique intervient également à la demande des OP sur des dossiers particuliers de leurs adhérents, du conseil au contentieux, en lien avec des cabinets d'avocats référents.

Consultations juridiques 2015

Outre la participation des juristes à la rédaction des informations diffusées par les services environnement, qualité, sanitaire et communication, le service juridique a répondu à plus de 100 consultations formulées par les adhérents et a accompagné ces derniers dans leurs démarches administratives individuelles.

Quelques exemples de questions posées en 2015 par les adhérents :

Déclaration de travaux, procédure d'enregistrement, recours des tiers, délais de recours, étude d'impact et permis de construire, distance des bâtiments par rapport à la voie publique, rapport de base « IED », notification d'un permis de construire tacite, audit énergétique, gestion des eaux pluviales, réexamen périodique IED, pharmacie vétérinaire, équipements éligibles au suramortissement, responsabilité contractuelle, création de l'association Collectif contre le dumping fiscal agricole en Europe, expertise pour la rédaction de la plainte TVA...

Suivi des contentieux 2015

Plusieurs contentieux ont été suivis et accompagnés afin de défendre les intérêts collectifs des OP. Exemple : 4^{ème} programme d'action Directive Nitrate,

Travaux législatifs et réglementaires

Le service juridique est intervenu au cours de cette année 2015, en lien avec les services concernés de l'UGPVB et les partenaires régionaux et nationaux (notamment Coop de France), sur les projets de futures réglementations et/ou l'application de nouvelles normes intéressant l'élevage, notamment en environnement et en sanitaire.

Quelques exemples de travaux suivis en 2015 :

- **Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015, dite « loi Macron » :**
Harmonisation des seuils de recours à l'architecte pour toutes les exploitations agricoles, réduction des délais de recours contre l'autorisation d'exploiter ICPE à 4 mois fixe au lieu de 1 an (+ 6 mois), harmonisation du format d'affichage des enquêtes publiques avec celle du permis de construire.
- **Guide Natura 2000 pour les élevages :**
Expertise d'un Guide proposé par le Ministère de l'environnement et recommandations auprès des OPA nationales de bloquer la publication du Guide.
- **Révisions des prescriptions techniques applicables à l'ensemble des ICPE élevage :**
Réouverture des discussions avec le Ministère de l'environnement sur plusieurs prescriptions techniques applicables aux élevages qui posent de sérieuses difficultés d'application sur le terrain : réserves incendie, distance avec les tiers, normes phosphore.
- **Révisions des seuils encadrant les modifications substantielles des élevages enregistrés et autorisés :**
Plusieurs propositions ont été formulées pour que ces seuils soient révisés le plus rapidement possible.
- **Capacités financières :**
Des démarches sont engagées pour faire reconnaître comme suffisante l'étude économique jointe aux dossiers ICPE d'élevage enregistrés et autorisés.
- **Audit énergétique :**
L'UGPVB et Coop de France travaillent à faire modifier les textes réglementaires qui imposent aux OP la réalisation d'un audit énergétique de leurs activités avant le 5 décembre 2015. Pour les OP réalisant uniquement de la prestation de service, cette mesure sera coûteuse pour une marge de réduction extrêmement minime. Les démarches sont toujours en cours.



Chiffres clés

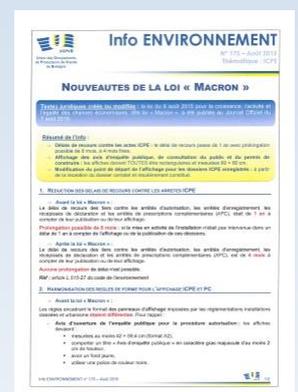
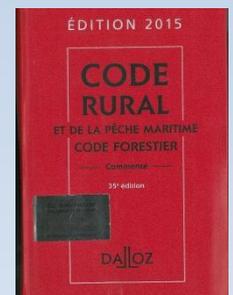
- 100 consultations en réponse aux OP
- Plus de 100 échanges téléphoniques mensuels avec les OP

Nos réunions

- Participation aux réunions UGPVB en environnement, sanitaire et communication
- Réunions des techniciens d'OP en construction et urbanisme

Nos publications

- Volet juridique des "Infos" destinées aux adhérents de l'UGPVB
- Articles de presse



Contacts

Mathilde HELSTROFFER
Marie PERRET



SECTION PORC

Chiffres clés

- **Pig Parade**
 - . 15 sculptures / 15 artistes / 15 éleveurs mécènes
 - . 6 escales / 6 mois d'exposition / 9 évènements
 - . + de 200 000 visiteurs conquis
 - . + d'1 million de personnes qui ont lu, vu ou entendu parler de la Pig Parade : Le Parisien, Elle, Le Magazine des Arts, France 3, Tébéo, TV Rennes, France Bleu, Ouest France, Le Télégramme...
 - . Près de 700 fans sur Facebook et 200 posts depuis fin 2014
 - . 1 vidéo rétrospective sur You Tube
- **Journée «Tous à la Ferme !»**
 - . Près de 9 000 visiteurs dans les 9 élevages de porcs ouverts
 - . 5 OP porcines mobilisées : Aveltis, Porélia, Porc Armor Evolution, Prestor, Triskalia.
- 6 éleveurs bretons au **SIA 2015** à la rencontre des parisiens
- 8 kg de **bouchons d'amour** récoltés au SPACE, grâce à la mobilisation des OP
- 250 fans de la page Facebook **Changeons de regard**
- Plus de 20 000 **outils de communication** mis à disposition des OPA.

Nos réunions

- **Commission communication** : 3 février - 14 avril - 9 juin 01 septembre - 26 novembre
- **Visite de l'exposition « Le cochon, une histoire bretonne »** - Commission délocalisée à l'écomusée de Rennes le 3/02
- **Intervention à la conférence du SYRPA « Com' dans le cochon, le dialogue a du bon »** - le 16 septembre au SPACE



Conférence du Syrpa

Le service communication de l'UGPVB anime la commission communication UGPVB-CRP et pilote, en lien notamment avec les Organisations de Producteurs (OP), les actions du plan de communication annuel pour la promotion du métier d'éleveur de porcs breton. Le service apporte son expertise auprès des OP et intervient en appui des services techniques de l'UGPVB (conseils, outils de communication, conférences de presse...). Il assure en lien avec la Direction, la communication institutionnelle de l'UGPVB. Il traite les sollicitations médiatiques, en lien notamment avec INAPORC et le CDMP, et met en relation journalistes et éleveurs.

La Pig Parade, le pari de l'audace remporté

Ambitieux et audacieux projet artistique mis sur pied en 2013, la Pig Parade est partie à la rencontre du public en 2015, après de nombreux mois de préparation. Inaugurée le 3 avril, l'exposition des 15 œuvres a sillonné la Bretagne jusqu'en septembre à travers 6 escales : Perros-Guirec, Quimper, Paimpol, Pontivy, Fougères et Rennes. L'exposition universelle de Milan a accueilli l'une des sculptures en août... une belle opportunité pour rayonner au-delà des frontières bretonnes ! Des initiatives autour de l'exposition (jeux, cochon grillé, concert, fest noz...) ont animé les escales de Quimper et Pontivy grâce à l'implication des acteurs locaux. Enfin, la Pig Parade s'est clôturée en beauté par une vente aux enchères mémorable au SPACE, dont une partie des bénéfices sera reversée à deux associations caritatives (la *Banque Alimentaire* et *Grain de sel*). Plus qu'une simple opération de communication, la Pig parade est devenue une exposition artistique prestigieuse et une formidable aventure humaine. Tout au long des escales, l'idée originale des éleveurs et le travail des 15 artistes a été salué par un public conquis. Les élus des villes ont témoigné leur enthousiasme et leur soutien à la filière. Si le projet s'est inscrit dans un contexte économique tendu, il aura permis de dégager une énergie positive et d'atteindre malgré tout ses objectifs : faire le trait d'union entre culture et agriculture, surprendre, créer du lien avec les Bretons et les inviter à changer de regard sur le métier.

L'activité du service communication en 2015 a principalement porté sur la gestion de cet événement, qui a nécessité l'embauche d'un CDD de 8 mois pour accompagner la logistique de l'exposition, l'organisation des événements et la réalisation des outils de communication (affiches, flyers, dossiers de presse, newsletter, site internet, page Facebook...). La fin de l'année sera consacrée à la remise des dons aux associations et à la réalisation du livre de l'exposition.



Les principaux partenaires de l'opération :



Prix de la communication : 7 trophées remis au SPACE



Les lauréats 2015 et leurs parrains/marraines

Le prix de la communication récompense les initiatives de promotion du métier d'éleveur de porcs et vise à encourager les éleveurs à être acteurs de leur propre communication et à susciter de nouvelles idées. Parmi les 13 candidats de cette édition 2015, 4 lauréats ont été récompensés au SPACE : *Porc Armor Evolution (Prix de l'audace)*, le *Groupe Jeunes Poréla (Prix de l'originalité)*, *Prestor (Prix de l'innovation)*, *Le Cochon de Bretagne (Prix de la créativité)*.

3 mentions spéciales « Pig Parade » ont également été attribuées à : *Agri Cornouaille (Prix de la mobilisation collective)*, *Hénaff et Tuffigo Rapidex (Prix de l'implication)*.

SECTION ŒUF

Aide alimentaire : Des paroles et des actes en section Œufs

En 2015, les trois derniers dons de l'engagement 2014 à remettre un total de 400 000 œufs (38 palettes sortie élevages) aux banques alimentaires du grand Ouest ont été faits. De plus, la section a acté la réalisation d'un don supplémentaire de 108 000 œufs (10 palettes) officialisé au SPACE lors de la Conférence SOLAAL dédiée au lancement de la journée du don en présence de M. Guillaume GAROT, ex-Ministre de l'Agroalimentaire.



SECTION BOVIN

La filière bovine organisée présente pour la 1^{ère} fois au SPACE 2015

Pour la première année, les groupements de producteurs de bovins de Bretagne, Basse-Normandie, Pays de la Loire et Poitou-Charentes tenaient ensemble un stand au SPACE. Cet espace a permis de promouvoir, auprès des éleveurs, des jeunes installés ou encore en formation, les intérêts à adhérer à nos structures coopératives : appui technique, soutien financier, aide à la trésorerie, connaissance des marchés. En 2016, l'URGO (unions régionales du Grand Ouest des groupements de producteurs de bovins) devraient renouveler leur participation et inviter les différents prescripteurs des éleveurs.

TOUTES SECTIONS

Agriculteurs de Bretagne : 3^{ème} édition de « Tous à la ferme ! »

L'opération « Tous à la ferme ! » a été renouvelée en 2015 pour promouvoir l'agriculture bretonne auprès du grand public. Ainsi le dimanche 28 juin, ce sont environ 21 000 visiteurs qui sont venus à la rencontre des agriculteurs, dans les 26 exploitations qui ouvraient leur portes. Une vaste campagne d'affichage a permis d'annoncer cet événement dans les 4 départements bretons.



FORMATION

TOUTES SECTIONS

L'UGPVB a proposé à ses adhérents un dispositif de formation reposant sur 1 thématique :

Formation à la prise de parole (7h)

Objectif : Préparer aux techniques de prise de parole en public et dans les médias.

Cible : Eleveurs.

Prise en charge : CDMP

Nos publications

- 32 mails d'info

Responsable professionnel

David RIOU

Contact

Émilie CHARPENTIER



Contact

Gilles GUILLAUME



Contact

Marie DELANNOY



Chiffres clés

- 21 000 visiteurs : 49 % sont venus en famille et 17 % n'avaient jamais visité de ferme
- 26 exploitations ouvertes
- 7 OP mobilisées : Aveltis, Poréla, Porc Armor Evolution, Prestor, Triskalia, Le Gouessant, Cooperl.

Contact

Émilie CHARPENTIER



Chiffres clés

- Formation prise de parole en janvier 2015 : 4 éleveurs

Contact

Émilie CHARPENTIER

DEVELOPPEMENT DURABLE



SECTION PORC



L'UGPVB a poursuivi l'animation du projet porté par le Comité Régional Porcin (CRP) sur le développement durable. Pour rappel, ce projet baptisé « ID² », initié en 2011, consiste à engager les éleveurs de porcs bretons dans une démarche de responsabilité sociétale, basée sur les lignes de l'ISO 26000. Ce projet est mené avec le soutien du Conseil Régional.



En 2015, le travail de définition des indicateurs s'est poursuivi sur la base de la synthèse de la consultation avec les parties prenantes. Les 3 « chargées des piliers environnement », économie et sociétal (respectivement *Sandrine ESPAGNOL (IFIP)*, *Nathalie Le DREZEN (CRAB)* et *Laurie DETRIMONT (UGPVB)*) ont finalisé la vingtaine d'indicateurs validés par le comité de pilotage et le conseil d'administration du CRP.

Sur la base de leurs travaux, la phase d'élaboration du livret qui recense les indicateurs, les enjeux et les objectifs fixés, a été lancée avec le concours du cabinet *Transitions*. Destiné aux éleveurs et aux parties prenantes, ce livret a pour objectif de communiquer sur les enjeux et les objectifs fixés par la profession ainsi que sur les progrès des éleveurs, de manière factuelle et concrète en réponse aux attentes sociétales sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. L'objectif à terme est que les éleveurs s'approprient la démarche. L'échéance du projet a été reportée à fin 2015, avec en 2016 la diffusion du livret aux parties prenantes et la définition du plan d'action.



Nos réunions

Comité de pilotage en 2015

- 6 mars
- 12 mai
- 3 juillet
- 20 novembre

Responsable professionnel sécurité en élevage

Michel BLOC'H

Contact

Émilie CHARPENTIER

GESTION DES ALERTES



SECTION PORC

Une veille de plus en plus axée sur le sanitaire

La cellule de gestion de crise a maintenu un état de veille tout au long de l'année sur les sujets qui ont rythmé l'actualité (conjoncture, étiquetage, embargo russe, DEP, peste porcine africaine...).

Le numéro d'alerte crise (numéro mis en œuvre par l'ARIP en 2008) diffusé en 2014 à tous les éleveurs pour plus de réactivité en cas de crise sanitaire, permet toujours d'assurer la gestion des crises sanitaires par l'OVS Porc Bretagne. Dans ce cadre, une fiche sur les « réflexes à adopter » pour toute situation sanitaire anormale, notamment la DEP, a été réalisée par le groupe de travail DEP de l'OVS Porc Bretagne et diffusée aux vétérinaires, aux OP et aux éleveurs.

Contacts

Émilie CHARPENTIER
Laurie DETRIMONT
Patrice COLLET
Elisabeth SALLÉ

BASE DE DONNEES



SECTION PORC

L'association BDPORC a confié à l'UGPVB l'administration et l'animation de la base de données nationale porcine. En 2015, les principaux dossiers traités ont concerné :

- La mise à jour des indicateurs VPF et QT,
- Le suivi de la notification des mouvements : origine des animaux,
- Le suivi des importations d'animaux,
- La dérogation d'identification des porcelets entre sites d'élevage (TATOUPA).

En région, les missions réalisées sont les suivantes : information des acteurs, assistance aux utilisateurs, suivi des abonnements et des saisies, gestion des données métiers et adhésions, gestion des indicateurs (qualité/sanitaire) et la saisie des déclarations d'activité.

Chiffres clés

- 508 nouveaux éleveurs abonnés
- 1 367 éleveurs bretons abonnés
- 258 910 mouvements saisis



TOUTES SECTIONS

Assemblée Générale UGPVB 2014

- Les filières animales françaises en peine de rentabilité, *Terra*, 12/2014
- Assemblée générale de l'UGPVB : maintenir la pression, *Porc Magazine*, 01/2015
- Les filières animales en peine de rentabilité, *Réussir Porc*, 01/2015
- Elevage : « conforter la compétitivité des filières viandes », *La France Agricole.fr*, 5/12/2014
- Yves-Marie BAUDET, président de la section œufs de l'UGPVB : « Des aides pour ne pas casser la dynamique d'investissement », *Filières avicoles*, 02/2015

Economie et conjoncture

- L'étude qui inquiète la filière porcine, *Ouest-France*, 9/12/2014
- Allemagne, un smic pour quatre millions de personnes : l'agroalimentaire breton sceptique, *Le Télégramme*, 31/12/2014
- Difficultés de la filière porcine, au-delà de l'embargo russe, *Porc Magazine*, 01/2015
- Les porchers maintiennent la pression, l'opinion de Michel BLOC'H, *Paysan Breton*, 27/02-03/03/2015
- La filière porcine française dans la tourmente, *Ouest-France*, 31/03/2015
- Crise du porc. « Leclerc et Le FOLL doivent prendre leurs responsabilités », *Le Télégramme*, 8/4/15
- Les Leclerc, malmenés par les éleveurs de porcs, réagissent, *Linéaires*, 8/04/2015
- Stéphane Le FOLL prêt à encadrer le prix du porc, *Ouest-France*, 20/05/2015
- Filière porcine : le gouvernement promet cinq millions d'euros d'aides supplémentaires, *Le Figaro*, 12/06/2015
- Les groupements ont-ils un rôle à jouer dans la contractualisation ? *Réussir Porc*, juillet-août 2015
- Michel BLOC'H, interview, *Le Télégramme*, 20/07/2015
- Un plan d'urgence pour l'agriculture, *Ouest-France*, 22/07/2015
- L'UGPVB veut plus de compétitivité à l'international, *La France Agricole*, 29/07/2015
- Nouveau bras de fer sur le marché du porc, *Ouest-France*, 12/08/2015
- Les producteurs de porc veulent des engagements de Matignon, Le FOLL temporise, *Le Monde*, 13/08/2015
- Prix du porc. Le bras de fer continue, *Le Télégramme*, 14/08/2015
- Le Marché du porc breton à Plérin, point de convergence de la colère des éleveurs, *Le Monde*, 14/08/2015
- Les Républicains : crise porcine : déni et impuissance gouvernementale, *Zonebourse.fr*, 14/08/2015
- Les éleveurs porcins demandent une diminution des charges pour être plus compétitifs, *Les news eco.fr*, 15/08/2015
- Crise porcine : retrouver de la compétitivité, *La brève agricole*, 19 août 2015
- Les groupements bretons demandent des réponses au gouvernement, *La France Agricole*, 19/08/2015
- Les regroupements d'éleveurs de porc breton abandonnent l'objectif de vendre à 1,40 euro fixé par le gouvernement, *Le Huffington Post*, 24/09/2015
- Prix du porc : Le FOLL furieux après une décision des producteurs bretons, *Le point.fr*, 25/09/2015
- La filière porcine abandonne le prix de 1.40 euro, *Les Echos.fr*, 25/09/2015
- Crise du marché du porc : 1.40 € abandonné, *Ouest-France*, 25/09/2015
- Nouvelle crise du porc : les zizanies françaises, *Ouest-France*, 26-27/09/2015
- Comprendre ce qui se joue sur le marché du porc breton, *L'usine nouvelle*, 28/09/2015
- Porc : nouvelle baisse des prix, Bigard et Cooperl toujours absents, *TV5Monde*, 1/10/2015
- Citation de Michel BLOC'H, *Réussir Porc*, octobre 2015
- Retour à la réalité économique, *Paysan Breton*, 2/10/2015
- Porc : le retour à la seule loi du marché, *La France Agricole*, 2/10/2015
- « Les OP ont pris leurs responsabilités » Michel BLOC'H, *Terra*, 2/10/2015
- Coopératives : des regroupements pour remédier à un pouvoir de négociation en berne ? *Média terre*, 14/10/2015
- Le Marché du porc breton, référence nationale, espère faire revenir les acheteurs, *Le Parisien.fr*, 20/10/2015

SPACE

- Porc. Les groupements lancent un pacte d'avenir, *Le Télégramme*, 23/09/2015
- Vers une démarche de responsabilité sociétale, *Porc Magazine*, octobre 2015
- La filière porcine sous tension, *Réussir Porc*, octobre 2015



Nos communiqués de presse

- 10 février 2015 :
- Fin des tarifs jaune et vert : une consultation collective des fournisseurs d'électricité organisée par les 3 Unions Régionales du Grand Ouest.
- L'UGPVB demande aux distributeurs de créer des rayons Origine France
- 3 mars 2015 :
Politique installation : l'Union européenne reine de la discrimination.
- 16 mars 2015 :
Régime de l'enregistrement : la simplification promise par le FOLL complexifiée par le Ministère de l'Environnement.
- 22 avril 2015 :
Les aides à la résorption du phosphore, l'UGPVB se félicite des avancées positives.
- 28 juillet 2015 :
Crise de l'élevage : les Organisations de Producteurs bretons de porcs demandent de lever le tabou de la perte de compétitivité de l'industrie française.
- 19 août 2015 :
Crise porcine : retrouver de la compétitivité et conforter le marché au cadran.
- 4 septembre 2015 :
Filière œufs : respect des engagements contractuels auprès des éleveurs, que chacun assume ses responsabilités.
- 24 septembre 2015 :
Les OP demandent aux acheteurs de faire le juste prix.



Conférence de presse – Space 2015

Section œufs

- Des dons d'œufs pour les banques alimentaires, *La France Agricole*, 19/12/2014
- Producteurs d'œufs à vos agendas !, *Terra*, 6/03/2015
- Portrait de Jeanne Brugère-Picoux, *Terra*, 13/03/2015
- Tout pour améliorer la qualité des poulettes, *Paysan Breton*, 20-26/03/2015
- L'actualité sanitaire dans la filière œufs, *Filière Avicole*, avril 2015
- Vers une meilleure qualité sanitaire des poulettes, *Réussir Aviculture*, mai 2015
- Les agriculteurs s'engagent pour les plus démunis, *Ouest-France*, 18/09/2015
- Lanester. Distribution gratuite d'œufs par les producteurs, *Le Télégramme*, 24/10/2015
- Main basse sur les œufs de Casino, *Ouest-France*, 24-25/10/2015
- Guerre avec la grande distribution, *Paysan Breton*, du 30/10 au 5/11/2015
- Retrouver la sérénité dans la filière œufs, *Réussir Avi*, novembre 2015

Nos conférences de presse

• 18 mars 2015

Pour un vrai contrat de confiance : OUI à un contrat de confiance avec les acteurs aval de la filière pour valoriser le porc français et le travail. NON au déchiement mortifère de la contractualisation entre acteurs pauvres de l'amont.

• 17 septembre 2015
SPACE

• 19 août 2015
Marché du Porc Breton



2^{ème} journée des OP œuf Grand Ouest – 10 mars 2015

Etiquetage des viandes

- Porc : l'UGPVB réclame des rayons « origine France », *La France Agricole.fr*, 10/02/2015
- Porc, « ne rien lâcher sur l'étiquetage », *Le Télégramme*, 20/02/2015
- « L'origine des viandes doit être mentionnée », *Paysan Breton*, 12/06/2015

Tarifs jaunes et verts

- Fin des tarifs jaune et vert : les unions des OP du Grand Ouest lancent une consultation des fournisseurs d'électricité, *Terra* – 13/02/2015
- Négociation collective des contrats d'électricité, *Paysan Breton*, 13/02/2015
- Nouveaux contrats d'électricité, *Réussir aviculture.fr*, 13/03/2015
- Electricité moins chère ensemble. Les trois Unions Régionales du Grand Ouest lancent une consultation collective, *Porc Magazine*, mars 2015

Environnement-juridique

- Amiante : ce qui change, *La France Agricole*, 12/12/2014
- Un nouveau « guide urbanisme agricole », *Réussir Lait*, janvier 2015
- Bretagne/Pollutions diffuses : l'Agence de l'eau finance à nouveau la résorption du phosphore (UGPVB), *La France Agricole.fr*, 22/04/2015
- Agence de l'eau : aides à la résorption du phosphore, *La brève agricole.fr*, 23/04/2015
- L'UGPVB craint une remise en cause de la simplification administrative, *Réussir Porc*, avril 2015
- Les aides à la résorption du phosphore débloquées, *Terra*, 30/04/2015

Sanitaire

- L'OVS porc Bretagne ne veut pas de la tutelle des GDS, *Paysan Breton*, 12/12 au 18/12 2014
- Porc : la gouvernance sanitaire en question, *La France Agricole*, 23/01/2015

Communication

- A la rencontre de David RIOU, *Réussir Porc*, 01/2015
- Deux jeunes éleveurs unissent leurs vœux pour 2015, *Porc Magazine*, 01/2015
- Lancement officiel de la Pig Parade, *le Journal des entreprises*, 12/12/2014
- Pig Parade, quand culture et agriculture s'associent, *Ouest France*, 17/03/2015
- Culture. La Pig Parade va mettre de l'art dans le cochon, *Le Télégramme*, 3/04/2015
- Pig Parade à Perros Guirec, *Aujourd'hui en France*, 3/04/2015
- Page culture. La Pig Parade, c'est de l'art et du cochon, *Ouest France*, 4/4/2015
- Pig Parade à Quimper, du cochon grillé au menu des animations, *Ouest France*, 28/05/2015
- Pontivy. Pig Parade. Ateliers et cochon grillé, *Le Télégramme*, 25/07/2015
- Un cochon brésilien à l'expo universelle de Milan, *Ouest France*, 01/08/2015
- Space 2015. Avec la Pig Parade, les cochons sont solidaires, *Ouest France*, 15/09/2015



Conférence le 19 août 2015 au MPB





SAISINES de l'UGPVB

Préfecture de Région

- Courrier UGPVB : demande de dérogation au calendrier d'épandage - mars 2015
- Courriers UGPVB : facilitateurs de projets en Bretagne - mars 2015
- Courrier UGPVB : justification des capacités financières - juin 2015

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

- Courrier UGPVB- CA 35 : Application de la doctrine régionale ICPE Phosphore en Ille et Vilaine et annulation de l'utilisation des références COMIFER - juin 2015
- Courrier UGPVB-CA 35-CDFO-FDSEA 35 : gestion du phosphore en agriculture - octobre 2015
- Courrier UGPVB : contrôles conditionnalité - octobre 2015

Agence de l'Eau Loire-Bretagne

- Courrier UGPVB : sauvegarde des aides à la résorption du phosphore - décembre 2014

Secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification

- Courrier UGPVB : suites des propositions de simplification UGPVB - juin 2015

Premier Ministre

- Courrier CAR environnement : demande de rencontre sur le dispositif de surveillance - août 2015

Ministre de l'Agriculture

- Courrier UGPVB : sollicitation sur les problématiques environnementales - juin 2015
- Identification des élevages de poules de petite taille par un seul code INUAV - juin 2015 (DGAL)
- Courrier UGPVB : sauvegarde des aides à la résorption du phosphore - décembre 2014

Ministre de l'Ecologie

- Courrier UGPVB : sauvegarde des aides à la résorption du phosphore - décembre 2014

Députés et Sénateurs

- Courrier CAR environnement : dispositif de surveillance - juin 2015
- Courrier UGPVB : sauvegarde des aides à la résorption du phosphore - décembre 2014
- Courrier UGPVB : aides à la résorption du phosphore - avril 2015
- Courrier UGPVB : sollicitation sur le dispositif de surveillance - juin 2015



REPRESENTATIONS ET PARTENAIRES

Représentations régionales et interrégionales

Production bovine

- Fédération Régionale des Groupements Sanitaires de Bretagne (FRGDS)
- GIE Elevages de Bretagne
- INTERBEV Bretagne - INTERBOVI
- Union Régionale des groupements bovins du Grand Ouest (URGO)

Production porcine

- Association Régionale Interprofessionnelle Porcine de Bretagne (ARIP Bretagne)
- Collectif contre le dumping fiscal agricole en Europe
- Comité Régional Porcin de Bretagne (CRP Bretagne)
- Marché du Porc Breton (MPB)
- Organisme à Vocation Sanitaire Porc (OVS Porc Bretagne)
- Union des OP Porcines de l'Ouest (Pays de Loire, Normandie, Bretagne)
- Uniporc Ouest

Production œuf

- Comité Régional de l'Œuf de Bretagne
- OSAB

Dossiers généraux

- Conseil Agricole Régional et Conseil Agricole Régional environnement
- Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne
- Comité Régional de l'Elevage
- Comité Orientation Recherche Développement Formation
- Collectif pour la libération des ports de commerce
- Collectif des acteurs économiques bretons
- Commission régionale de la pharmacie vétérinaire
- ZOOPOLE Développement

Représentations nationales

Collectif contre le dumping social

Production bovine

- COOP de France

Production œuf

- CNPO

Production porcine

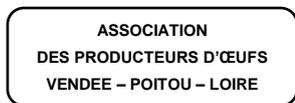
- ANSP
- BDPORC
- COOP de France

Représentation européenne

- Breiz Europe

Nos partenaires

- AGRICULTEURS de Bretagne
- AMEB - Association du Maintien de l'Elevage en Bretagne
- ANSES
- ASP
- AVPO - Association des Vétérinaires en Production Organisées
- CDC Climat
- Centre de Documentation des Métiers du Porc
- CER France
- CNPO
- CRAB - Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne
- Club de la presse de Bretagne
- COGEDIS
- Collectif contre le dumping social
- Collectif contre le dumping fiscal
- Collectif des acteurs économiques bretons
- Conseil Régional de Bretagne
- COOP de France Ouest
- EDF
- Fédération Régionale des Groupements de Défense Sanitaire
- FranceAgriMer
- FRSEA
- Groupama
- GTV Bretagne
- IF2O (Interprofession des Fertilisants Organiques de l'Ouest)
- IFIP - Institut de la filière porcine
- INAPORC
- INRA : Institut National de la Recherche Agronomique
- Institut de l'Elevage
- INTERBEV
- IRSTEA
- ITAVI
- Jeunes Agriculteurs de Bretagne et de l'Ouest
- Mutualité Sociale Agricole
- Nutrinoë - Association des Fabricants d'Aliment du Bétail
- ONIRIS - Ecole Vétérinaire de Nantes
- Plateforme d'Ingénierie Culinaire
- SARIA
- SNIPO
- SNIV-SNPC
- SNVSE
- UBAP
- UNGP
- Union des Entreprises 35
- URCA Pays de Loire
- VALORIAL



Union
des Groupements de Producteurs
de Viande de Bretagne